

# solidaire

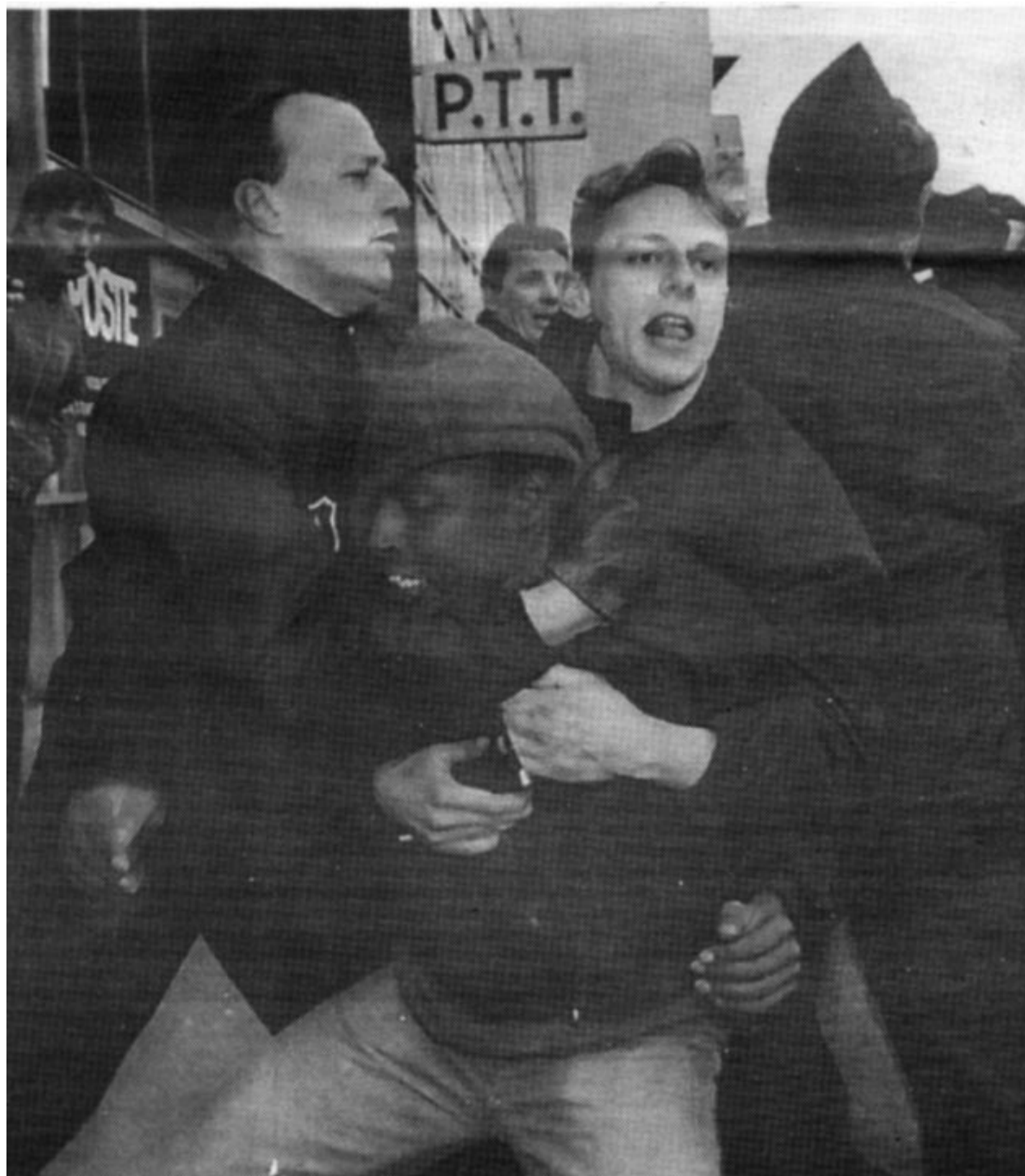
Hebdomadaire du Parti du Travail de Belgique – PTB

Rédaction : Bd. M.Lemonnier 171/10, 1000 Bruxelles · ☎ (02)513 66 26

N° 15 (1129) 3 avril 1996, 26 ème année. 40 fr. · Dépôt Bruxelles X

8 - 9

## Le PS répond aux jeunes



### INDEX

#### Les grands magasins du désespoir

Travailler 50 heures, être payé 40. Témoignages.  
..... P 2- 3

#### La négociation de tous les dangers

Onkelinx invite les syndicats. Après le vote.  
..... P 4

#### Les flics cognent sur les jeunes : que faire ?

Vos droits de manifestants  
..... P 9

#### Dehaene prépare un hold-up sur la Sécu

Les syndicats seront-ils piégés ?  
..... P 10 - 11

#### L'Europe sous la baguette d'Helmut Maestrict II concocté à Turin

..... P 12

Voici la réponse de la "démocratie" capitaliste aux jeunes, à Liège, le 28 mars dernier. Indignés par le mépris des partis gouvernementaux, étudiants et professeurs ont secoué le siège liégeois du PS. Malgré les promesses, la gendarmerie est à nouveau entrée en action. Entre temps, le Parlement a voté. Contre le peuple. Démocratie-bidon.



Dites plutôt "superexploitation !"

## Entreprises du désespoir

Thomas Gounet

Davantage de flexibilité, davantage de temps partiels, davantage de temporaires, voilà ce que prépare le gouvernement Dehaene à travers le «contrat d'avenir pour l'emploi». Mais, aujourd'hui déjà, il existe des emplois de ce type en Belgique...

Le groupe "conditions de travail" à la Rencontre pour l'Emploi du 24 février dernier à Charleroi a recueilli les témoignages impressionnants du secteur de la distribution et de l'industrie automobile.

# Travailler 50 heures semaine, et n'être payé que 40 !

## Les entrepôts de distribution livrés à la sous-traitance

Le secteur de la distribution, et surtout les grands magasins, connaît de profonds bouleversements. Tout ce qui n'est pas directement rattaché aux activités commerciales des grands groupes (GB, Delhaize...) est vendu à des sociétés sous-traitantes. C'est le cas des entrepôts de marchandises, un secteur occupant quinze à vingt mille salariés.

Ainsi, GB possédait cinq grands centres de dépôt. Fin juin 1995, il cède son entrepôt de Nivelles à Exel Logistics. Celle-ci est une filiale de NFC, société née de la privatisation des chemins de fer britanniques organisée en 1982 par Margaret Thatcher. Aujourd'hui, NFC est un des leaders dans l'entreposage de marchandises. Elle occupe environ 35.000 personnes dans le monde, surtout en Grande-Bretagne et en Amérique du Nord.

Ainsi, la privatisation des services publics en Angleterre est le prélude d'une vaste opération de sous-traitance et de flexibilité à outrance en Belgique. Une expérience modèle pour comprendre les mesures que le gouvernement Dehaene veut imposer avec son "contrat d'avenir pour l'emploi".

**Exel voulait diminuer de 35 % les salaires des travailleurs de GB !**

Gérard Meunier est permanent à la CNE, centrale nationale des employés CSC. A ce titre, il est responsable pour le dépôt GB de Nivelles. Il nous explique la nouvelle politique que veut imposer Exel Logistics...

«En reprenant le dépôt de Nivelles, Exel était d'accord de reprendre l'ensemble du personnel. Là n'était pas le problème. Mais c'étaient les conditions auxquelles elle voulait les reprendre. Légalement, elle devait conserver les conditions de travail telles qu'elles étaient fixées jusqu'à la fin de la convention collective en vigueur. Mais pas après. Elle menaçait de dénoncer toutes les conventions collectives dans les deux mois, de



En reprenant le dépôt de GB, Exel voulait d'un seul coup augmenter l'exploitation d'un tiers !

façon à abaisser les conditions de travail au niveau du marché. On a calculé que cela signifiait une baisse de salaire de 35% pour les travailleurs. Comment cela ?

D'abord, Exel voulait augmenter le temps de travail. Les dépôts GB appartiennent à un secteur où l'on a arraché les 36 heures semaine. Exel exigeait de revenir aux 40 heures (temps légal maximum). De plus, les travailleurs devaient rester à la disposition du patron deux heures par jour et dix heures par semaine pour pallier les retards

de transport et autres. Ces heures supplémentaires n'étaient pas payées. Cela signifiait 50 heures semaine payées 40.

Ensuite, à GB, tout le monde a un contrat d'employé, plus favorable que celui d'ouvrier. Exel voulait à nouveau séparer les deux et ramener une partie du personnel aux conditions des ouvriers. Enfin, elle s'appretait à réduire les salaires. Les salaires de la distribution ne sont pas mirobolants, mais il existe une compensation accordée par les grands groupes de

distribution. Exel voulait revenir au salaire minimum garanti, soit 44 à 46.000 francs pour celui qui commence à vingt et un ans».

**Grâce à la lutte, les conditions du XIXème siècle n'ont pas été imposées**

Comment a-t-on pu arrêter un projet aussi néfaste ? «Nous avons, explique Gérard Meunier, lutté durant cinq semaines. Grâce à cela, nous avons réussi à empêcher l'application de ces conditions. Du moins pour trois ans et demi, le temps de la convention. Mais cela ne protège malheureusement pas les nouveaux engagés qui peuvent l'être aux conditions exigées par Exel. Concrètement, nous avons refusé d'entrer dans la convention collective des centres de distribution. Il y a bien eu scission entre ouvriers et employés. En revanche, le temps de travail n'a été prolongé qu'à 38 heures semaine. Mais la mise à disposition à la volonté du patron n'a pas été retenue (Exit donc les dix heures supplémentaires non payées). Le salaire a été négocié sur base du salaire minimum garanti, mais avec une augmentation de 10% par rapport à ce salaire. Ailleurs, les conditions auxquelles

Exel voulait réengager les travailleurs du dépôt de Nivelles sont déjà d'application. Ainsi, à Malines, une entreprise comme KDC, entrepôt de fruits et de légumes, organise le travail cinquante heures semaine payées quarante. Comment cela se déroule-t-il ? Lorsqu'un arrivage se présente, les travailleurs badgent. Soit «in». Ils déchargent (ou chargent) les colis. Quand ils ont terminé, ils rebadgent. Soit «out». Ils ne sont payés que pour le temps badgé. Donc, entre les temps «in» et «out». Si les camions se succèdent, ils ne perdent pas beaucoup. Mais ils peuvent parfois attendre deux minutes, trois, voire quinze. C'est ainsi qu'ils peuvent être occupés dix heures par jour mais n'être rémunérés que pour huit heures.

**Conditions de travail de l'Asie du Sud-Est : cela se passe près de chez vous, en Belgique !**

A KDC, le taux de rotation du personnel est de 100% par mois. Cela signifie que, chaque mois en moyenne, le personnel est complètement renouvelé. Gérard Meunier conclut : «Cela se passe près de chez nous, pas en Asie du Sud-Est!».

## Le patron leader, l'ouvrier esclave

Splintex est la division automobile de Glaverbel. Elle fabrique les vitrages pour Renault, Opel, Honda, BMW... Environ 700 ouvriers y travaillent. L'un d'eux témoigne : «Le patron a déclaré: "notre objectif est de devenir un des leaders en Europe des vitrages automobiles. Or les deux plus grands groupes européens détiennent 80% des commandes; nous devons rivaliser avec

eux; cela veut dire que nous devons faire notre place sur ce marché très compétitif".

Pour les travailleurs, cela signifie être flexibles. Depuis des années, on travaille le samedi, le dimanche. On a introduit les dix heures par jour. Les travailleurs font des semaines de quatre fois dix heures. Il y a, en tout, sept systèmes d'horaires différents».

# Sans délégation syndicale, le patron fait ce qu'il veut

## Comment Intermarché crée ses superbénéfices... et menace tous les travailleurs

Dans la distribution, il existe quatre commissions paritaires : grands magasins (n'y restent que GB et Cora), chaînes succursales (Delhaize Le Lion, Mestdagh, Louis Delhaize...), sociétés franchisées et «commerce et indépendants». Les conditions de travail et de rémunération se dégradent au fur et à mesure qu'on passe d'une commission à l'autre.

Intermarché profite de cette situation. Sa stratégie belge consiste à implanter des magasins en recherchant les commissions paritaires les plus basses. Et en écartant toute délégation syndicale.

Mais Roger Meuter, permanent CNE (employés CSC) de la région du Centre, veille. Il refuse cette politique, tente d'organiser les travailleurs et d'imposer une délégation syndicale dans les magasins Intermarché. Pour cela, il a créé, notamment à Morlanwelz, un réseau d'hommes de confiance. Indispensable, car les conditions de travail là-bas sont dignes du début du siècle.

Roger Meuter raconte: «La situation de travail était terrible dans ce magasin de Morlanwelz. Les travailleurs étaient engagés pour cinq jours semaine. En réalité, ils venaient six jours. Par exemple, le chef boucher s'était fait une entaille. Il a fallu six points de suture. Le médecin du patron est arrivé immédiatement. Il a recousu sur place et le chef boucher a repris le travail immédiatement.

De telles conditions de travail sont impensables. Elles sont même illégales. Mais elles existent parce qu'il n'y a pas de protection syndicale. En février 1995, nous avons réussi à imposer l'engagement de trois personnes supplémentaires. Il y avait une surcharge énorme de travail et les gens faisaient des heures supplémentaires pour y faire face. Nous avons arrêté cette hausse d'heures supplémentaires. J'ai dit alors aux travailleurs que, s'il n'y avait toujours pas de délégation syndicale dans un an, je serais obligé de revenir».

Effectivement, un an après, les travailleurs font grève pour obtenir la reconnaissance d'une délégation syndicale. Intermarché refuse et met le magasin de Morlanwelz en faillite. Le comble : la firme accuse Roger Meuter d'en être le responsable.

Roger Meuter conclut: «Avec de telles pratiques, tout se dégrade. Intermarché réalise des bénéfices grâce à ces conditions de travail



Certains grands magasins transforment déjà leurs employés en esclaves super-flexibles. Avec le contrat d'avenir que prépare Dehaene, ce sort menace tous les travailleurs.

déplorables. De cette façon, il exerce une pression sur les autres magasins. Les autres - comme Mestdagh, qui au départ avait de meilleures conditions - sont obligés de s'aligner pour conserver leurs profits. Mestdagh utilise alors des commerces indépendants. C'est un indépendant qui gère, mais c'est Mestdagh qui empêche».

Avec le contrat d'avenir pour l'emploi, le gouvernement Dehaene favoriserait des stratégies comme celle d'Intermarché. En encourageant la flexibilité, le travail à temps partiel, l'engagement de temporaires, il donne un coup de pouce aux firmes plus petites, plus souples, celles qui n'ont pas de délégation syndicale et qui ne respectent même pas la législation du travail. Ainsi, ces entreprises réaliseront un bénéfice plus important et forceront les autres - qui disposent d'une délégation syndicale - à adopter des politiques similaires. Ce que Dehaene veut, c'est légaliser une spirale infernale vers la dégradation des conditions de travail de tous.

### Usine automobile : vous êtes contrôlé par des lampes...

Comme dans les grands magasins (voir ci-contre), la flexibilité est aussi le mot clé de l'industrie automobile. Un ouvrier de Renault explique comment la direction tente d'imposer aux travailleurs une augmentation de productivité de 10 à 15% : «Renault a modernisé complètement notre usine de Vilvorde. Maintenant, les ouvriers ne marchent plus à côté de la chaîne. Des plate-forme s'arrêtent à chaque station de travail. Les travailleurs ont cru qu'ils allaient avoir plus de temps pour faire leur boulot sur la voiture. En fait, la direction utilise des lampes témoins. Celles-ci peuvent être vertes, oranges ou rouges. Quand la voiture arrive à une station de travail, la

lampe vire au vert et l'ouvrier monte la pièce qu'il doit assembler. Quatre fois, des clignotants oranges s'allument. Puis, la lampe passe au rouge. Cela signifie que le temps imparti pour l'opération est terminé et que la voiture se déplace vers la station suivante.

Ce temps dure une minute et quatre secondes. Soit une minute pour faire les opérations et quatre secondes pour faire passer la voiture d'une station à une autre. Chaque poste de travail est relié à l'ordinateur. La direction peut ainsi voir combien de fois le poste a dépassé le temps imparti et quelle est la perte totale de temps ainsi occasionnée. A la fin de la journée, les travailleurs reçoivent une carte

avec le nombre de fois qu'ils ont dépassé le temps imparti. Par exemple, l'équipe A, celle du matin, perd plus de deux minutes. Par contre, l'équipe B, celle de l'après-midi, dépasse le temps imparti de plus de dix minutes. Dans cette situation, la direction appelle, en fin de semaine, l'ouvrier de l'équipe B. Elle discute avec lui pour qu'il obtienne au moins la même performance que celui de l'équipe A.

Grâce à ces nouvelles méthodes, la direction a pu éliminer l'emploi de 500 personnes (sur 3.700 au départ). Mais son but est d'arriver à 800 voitures par jour produites par 2.800 ouvriers. Cela signifie encore quatre cent pertes d'emploi».

### «Chez Aldi, la solidarité se paie cash : j'ai reçu mon C 4»

Nathalie Decroupet est gérante à l'Aldi de Tubize. Elle venait aussi d'être élue, en janvier dernier, déléguée SETCa, le syndicat des employés, techniciens et cadres FGTB. Le 9 février, soit une semaine après la manifestation des travailleurs des Forges de Clabecq qui a réuni dix mille personnes, elle est licenciée. Elle est accusée par la direction d'avoir commis dix fautes graves, toutes imaginaires.

Elle raconte: «Chez Aldi, le gérant a pour mission de faire fonction-

ner le magasin et, si cela ne va pas, la direction le licencie. C'est un employé comme un autre. Quand on rentre comme client chez Aldi, on remarque immédiatement qu'il y a très peu de personnel. En fait, le nombre de personnes utilisées est savamment calculé à partir du chiffre d'affaires. En fonction de cela, on reçoit du personnel à des moments précis de la journée. Il peut n'y avoir que deux personnes, qui doivent alors tout faire, y compris la caisse. C'est la flexibilité à outrance.

Tout est calculé au plus juste. Tout est fait pour éviter la socialisation des travailleurs, leur communication entre eux. Ainsi, les employés ne peuvent prendre leur pause ensemble, parce que, sinon, craint la direction, ils vont commencer à bavarder. La politique de la direction est d'opposer les travailleurs entre eux.

Le gérant, par exemple, est obligé de faire pression sur les caissières. Il est responsable de tout. Il doit continuellement montrer qu'il est motivé, qu'il s'investit dans l'affai-

re. Par exemple, j'ai eu une période d'essai de six mois. J'avais droit à un jour et demi de congé par semaine. Je n'ai jamais eu le demi-jour. La direction m'a dit que je devais, en tant que gérante, prouver mon engagement. Et puis, comme j'étais nouvelle, il était normal que je sois plus lente, donc je devais accomplir des heures supplémentaires pour terminer mon travail comme les autres». Nathalie Decroupet situe son licenciement dans le cadre de la politique antisociale d'Aldi : «En

tant que gérante; j'ai essayé d'amoinrir les pressions sur les employés travaillant avec moi. En tant que déléguée, j'ai placé une affiche de la manifestation des travailleurs des Forges de Clabecq dans le magasin. J'ai demandé à la direction de fermer celui-ci comme tous les commerçants de Tubize. La direction a d'abord refusé, mais l'a quand même fait par crainte de représailles des sidérurgistes. C'est cette attitude qui a conduit le patron à me virer».

## EDITORIAL

*Parti Socialiste :  
punition méritée*

Kris Merckx

Tous les observateurs ont été frappés : les écoliers et profs manifestant à Liège se sont fâchés (à juste titre) face au bureau du ministre PSC Grafé, mais ils se sont déchainés face au siège du Parti Socialiste.

Est-il juste que le PS soit la principale cible de cette colère ? Oui ! Laurette Onkelinx est l'auteur du décret catastrophique contre l'enseignement. Le bureau du PS l'a toujours soutenue à fond et s'est opposé, même à coup de matraque, aux écoliers et aux profs. Il a aussi chargé Jean Gayetot d'attaquer haineusement les grévistes dans l'ultra-conservatrice Libre Belgique (17/3). Cet ancien secrétaire-général de l'Interrégionale wallonne de la FGFB, y qualifie la grève de «dérive dangereuse et sans issue, une action de grève désordonnée, anarchique et sans finalité.» Le successeur de Gayetot, Jacques Fostier, s'est opposé à sa propre CGSP-enseignement en estimant tout refinancement exclu dans une tribune syndicale à la RTBF. Tout ça attise la colère au sein de la FGFB. Au cours des conflits aux chemins de fer et lors de la grève des convoyeurs de fonds —comme par hasard deux secteurs gérés par des ministres "socialistes"— beaucoup s'étaient déjà demandé désespérément : «Où va la FGFB ? Pourquoi se laisse-t-elle doubler par sa gauche par la CSC ?» Chez nous aussi, il existe parfois une tendance spontanée pour imputer la faute de tout ça aux dirigeants syndicaux concernés. C'est une erreur. Il faut dénoncer les forces politiques qui les amènent à de telles positions : le PS et le SP. Ce sont ceux-ci qui distillent le poison idéologique. C'est le PS qui transforme la FGFB en un syndicat à la Houthuys, prêchant la solidarité dans la misère, et la détruit en tant qu'organisation combative. Pourquoi certains responsables syndicaux (SNCB, Cockerill-Sambre) vantent-ils à présent la régression salariale ? Parce que Busquin, suivant son collègue socialiste français Rocard, y prépare les esprits depuis trois ans. Ce sont les dirigeants PS qui, ont commencé à taxer d'«égoïstes» et «corporatistes» les syndicalistes qui s'y opposaient, tout comme le faisait Houthuys dans le temps. Le PS fait ça parce qu'il a choisi le camp du grand capital, des vrais égoïstes qui gagent des millions par jour. C'est pour cela aussi que Van Cau (PS) dresse les chômeurs contre profs et Collignon (PS), les sidérurgistes de Cockerill-Sambre contre ceux de Clabecq.

Au congrès du SP, Louis Tobback a attaqué Dylan Casaer, le président des Jeunes Socialistes flamands, et le PTB. (voir p. 5). En associant à notre parti ceux qui défendent un point de vue progressiste, si timide soit-il, Tobback indique, sans le vouloir que la place des gens de gauche est en fait au PTB. Merci !

# La négociation de tous les dangers

## Lézardes dans le front commun syndical de l'enseignement

**Les négociations qui s'ouvrent cette semaine entre Onkelinx et les enseignants ne peuvent rien apporter de bon si les syndicats cèdent sur le principe du refinancement préalable.**

Georges Moreau

En proposant un saut d'index en échange de pertes de pertes d'emploi, le plan de la CEMNL (CSC) a brisé l'unité du front commun syndical sur un point central : refuser toute négociation à l'intérieur du carcan budgétaire décrété par le gouvernement de la Communauté française.

Une fois la brèche ouverte, d'autres s'y sont engouffrés. Régis Dohogne a annoncé à son tour un contre-plan. A court terme, l'essence de ce plan est d'accepter les pertes d'emploi, en proposant des mesures d'accompagnement social. Par l'encouragement du travail à temps partiel (via une prime nette de 3.250 F) et par la mise à la pension obligatoire à 60 ans, la FIC espère limiter les licenciements de jeunes professeurs, mais sans empêcher les pertes d'emplois. Dohogne a également ressorti une vieille revendication du front commun syndical : la liaison des dotations fédérales pour l'enseignement à l'évolution du PNB.

Du côté CGSP, on suggère de négocier une ristourne du fédéral vers la Communauté. D'autres pistes sont évoquées : aménagements des fins de carrière, réductions du temps de travail sur base volontaire, permettant l'embauche de jeunes. Ces mesures pourraient



être financées par le pouvoir fédéral et régional, ayant en charge l'emploi. Le principe de la pension anticipée, entre 50 et 55 ans, avec prime de la Communauté, est retenu. (1) Même au SEL, on sent un peu de flottement dans les positions. On a demandé aux affiliés si «à titre tactique, pour débloquer la situation», ils seraient prêts à «une solution de compromis incluant une modération salariale». Ce n'est qu'une question. Mais sa formulation n'augure rien de bon. Jean-Marie Ansciaux (CGSP) soutient au contraire les revendications du mouvement des enseignants. Il défend le principe d'une réduction du temps de travail avec embauche compensatoire et maintien de la rémunération. Sur la liaison des budgets à l'évolution du PIB, Ansciaux estime que «c'est pour le 1er septembre 96 qu'il faut de l'argent frais. Avec ces 36 propositions et contre-propositions, on en vient à perdre de vue l'essentiel. L'objectif du gouvernement est de

diminuer le volume global de l'encadrement de 2.800 enseignants.» (2)

### Négocier après le vote : le monde à l'envers d'Onkelinx

Laurette Onkelinx a convié les organisations syndicales à venir négocier avec elle... après le vote du décret ! Ansciaux a clairement annoncé qu'il n'y participerait que «pour marquer son opposition». (2) Onkelinx a déjà laissé entendre qu'elle était prête à se satisfaire de l'approbation d'une partie des syndicats pour conclure un accord. Mais elle ajoute immédiatement : «On peut discuter de tout, mais pas d'un refinancement fédéral ou d'un emprunt.» (3) Tout ce qui pourrait sortir de ces négociations, ce sont des pertes d'emploi et des pertes de salaire, éventuellement déguisées sous l'une ou l'autre forme. Willem Miller avait fait voter son contre-plan par ses militants en

leur faisant miroiter qu'il allait «faire sauter le décret». En réalité, on risque d'avoir le décret *plus* tout ce que la ministre pourra glaner d'intéressant dans les plans Miller et Dohogne.

Si la modération salariale passe et si le ministre des Finances Maystadt est d'accord de financer les pensions anticipées, ces mesures permettraient de déposer 2,8 milliards sur la table d'Onkelinx... aux frais des enseignants et de l'enseignement.

Nous appelons tous les enseignants à interpellier leurs dirigeants syndicaux afin que, dans les négociations s'ouvrant cette semaine, ils refusent toute discussion sur les arrêtés d'application du décret Onkelinx. Si le décret est voté, il faudra se battre pour son retrait, même après les vacances de Pâques.

1. Journal et Indépendance, 1 avril 1996. 2. Le Soir, 29 mars 1996. 3. La Libre Belgique, 1 avril 1996.

## Liège : 2.222 pétitions contre le décret

### Une initiative d'A. Ruggieri, des sections d'entreprises du PS

Johnny Coopmans

La pétition émane du groupe de réflexion socialiste, comprenant des militants du PS de toute la province de Liège. 2.222 signatures ont été rapidement récoltées parmi les enseignants des deux réseaux, les syndicalistes et les militants du PS.

Une délégation de quatorze membres (trois permanents CGSP, des enseignants, deux étudiants et des membres du

groupe de réflexion dont Antoine Ruggieri) a remis la pétition le 29 mars à Madame Corbisier, présidente de la Communauté française. Elle a aussi rencontré les chefs de groupe de tous les partis représentés à la Communauté (sauf les fascistes). Antoine Ruggieri, ancien syndicaliste FGFB, prépensionné de Cockerill-Sambre, militant PS, explique à Solidaire cette initiative : «Nous avons dit que nous étions pour le refinancement, que s'il y avait une volonté

politique on trouverait bien une solution. Il faut aller chercher l'argent là où il est, dans les banques, les assurances. Les mandataires socialistes et de la majorité n'ont pas été élus avec comme programme de supprimer des milliers d'emplois. Ils n'ont donc pas un mandat du peuple pour voter le décret. S'ils votent néanmoins, arguant la discipline de groupe, nous agissons en conséquence. Notre pétition a démarré de Fléron, mais elle s'est répandue

à Liège, Seraing et même Verviers comme une trainée de poudre. Christiane Cornet, secrétaire CGSP-Enseignement de Liège nous a fait part de son soutien. Elle l'a fait envoyer aux mille membres et militants CGSP de Liège. Parmi les signataires, figure Roberto Giarracco, président sortant des Jeunes Socialistes. Plusieurs feuilles nous sont déjà revenues, mais nous avons dû boucler provisoirement, vu l'échéance du vote.»

## Tobback contre les réfugiés...

Au congrès administratif du parti socialiste flamand, le président Tobback a répondu aux accusations de Dylan Casaer, président des Jeunes socialistes. Selon celui-ci, Tobback et le ministre de l'Intérieur Vande Lanotte imitent le Vlaams Blok pour leur politique anti-réfugiés.

Dans son style typique de "socialisme bull-dog", Tobback a attaqué : «Je ne suis pas prêt à me laisser faire par un reste d'Amada (ancien nom du PTB en Flandre - ndlr). Ceux-ci sont d'ailleurs absents, manifestement. Ce sont les vacances de Pâques, la révolution se repose» (De Morgen, 1er avril). Erreur, Monsieur Tobback : le PTB était en plein dans le mouvement des profs et étudiants.

Le président du SP a conclu : «Je déconseille à Dylan de s'occuper ainsi sans cesse de détecter les purs et les impurs dans le parti. Et ne croyez pas avoir toujours raison. Et n'essayez pas de construire une carrière politique là-dessus». Traduction : «Vous pouvez agiter quelques idées de gauche à l'intention de nos électeurs progressistes. Mais si, comme vos prédécesseurs, vous comptez faire carrière, n'exagérez pas».

## ...mais pour les 3 %

Tobback a aussi sifflé la fin de la récréation pour la fraction SP au débat sur la Conférence Intergouvernementale Européenne. Cette fraction avait remis en cause l'idée d'atteindre encore cette année la norme de Maastricht des 3 %. Selon le Morgen (1er avril), «le ministre CVP Van Rompuy cherche encore 25 à 30 milliards pour le prochain contrôle budgétaire. La moitié (15 milliards) dans la Sécurité sociale, par de nouvelles économies ou de nouveaux revenus. Cette information a été accueillie calmement au SP. Van Rompuy n'a posé aucun a priori, selon le porte-parole». (KM)



Les travailleurs de Clabecq se battent pour leur emploi, mais les ministres PS préparent la fermeture par étapes.

# Collignon veut enterrer Clabecq

Gandois, en mai, fera-t-il ce qu'il lui plait ?

**Collignon, ministre-président PS de la Région wallonne, a dit non aux délégués de Clabecq. Ceux-ci exigent, avant toute négociation, que cinq à dix milliards soient injectés dans l'usine. Un minimum, selon eux, pour assurer sa survie.**

Marco Van Hees

Le refus de Collignon repose sur trois arguments. 1. Faites confiance au plan Froidmont (550 pertes d'emploi), «même si c'est dur pour l'emploi»(1). 2. Une aide publique à Clabecq serait illégale aux yeux de la Commission européenne. 3. La Région wallonne n'a pas donné des milliards à Eko-Stahl comme le prétendent les délégués. Ce discours dévoile encore plus l'intention véritable de la Région : la fermeture par étape. D'abord, il montre que les seules "garanties" de Collignon, ce sont des menaces et des diktats. La revendication des

délégués est jugée «irresponsable»(2). Les travailleurs devraient se soumettre aujourd'hui aux pertes d'emploi sans même savoir ce que Gandois leur réserve d'ici deux mois. Gandois, en mai, fera ce qu'il lui plait...

Ensuite, s'il s'agit de se soumettre aux "lois" de la Commission, autant préparer tout de suite le cercueil des Forges. Depuis des décennies, l'Union européenne démantèle systématiquement la sidérurgie au profit des entreprises les plus puissantes. Enfin, l'exemple d'Eko-Stahl est particulièrement significatif. Cette nouvelle filiale est-alle-

même production que les Forges de Clabecq, mais les salaires y nettement sont moins élevés. En y investissant, la Région wallonne veut faire de Cockerill une multinationale privatisable dégageant un profit maximum. Ceci n'empêche pas Collignon d'affirmer que la sidérurgie wallonne est menacée par l'acier d'Europe de l'Est !

Pour les travailleurs de la sidérurgie, l'enjeu est d'inverser la tendance actuelle. D'une part, nationaliser ou empêcher la privatisation des entreprises qui délocalisent (Cockerill en ex-RDA, Sidmar en Pologne). D'autre part, dégager l'argent nécessaire au maintien de l'emploi et de l'outil. La lutte des enseignants le montre, la seule alternative «réaliste» pour les travailleurs aujourd'hui, c'est d'aller chercher l'argent là où il se trouve : dans les coffres des capitalistes.

1. Le Soir, 27.3. 2. L'Echo, 27.3.

## EN BREF

### Cadeau d'anniversaire: 1,4 milliard

Petrofina annonce son bénéfice net officiel pour 1995 : 11,6 milliards. Dix pour cent de plus que l'année précédente. La multinationale pétrolière s'aligne ainsi sur les plus grandes entreprises de notre pays qui annoncent, l'une après l'autre, d'énormes profits (voir liste p. 11). Mais en réalité, le bénéfice de Petrofina est encore plus élevé. Car la multinationale a fêté ses 75 ans et à l'occasion de cet anniversaire, elle a distribué à ses actionnaires un bonus de 30 francs par action. Si on incorpore ce cadeau, le bénéfice net s'élève à 13 milliards. Une hausse de 60 % (L'Echo, 28 mars).

### Réseau contre l'ennemi intérieur

Selon le député PS Philippe Moureaux, "Stay Behind" a été réactivé. Ce réseau clandestin des services secrets militaires belges a été dévoilé durant les années 90 sous le nom de code Gladio. Le gouvernement avait caché ce réseau. Stay Behind avait été édifié après la guerre, soi-disant pour rester derrière les lignes en cas d'attaque communiste, afin d'opérer des actes de sabotage et de renseigner le gouvernement qui se serait enfui. Mais la réactivation du réseau prouve que c'était un mensonge. Il n'y a plus de bloc de l'Est. Le réseau n'est donc organisé que contre "l'ennemi intérieur". A savoir un soulèvement de la classe ouvrière et de son parti communiste. Le réseau constitue un appareil de répression parlementaire, soumis à aucun contrôle parlementaire.

### Les 32 heures d'Anhyp, non merci !

La caisse d'épargne Anhyp négocie l'introduction des 32 heures semaine avec maintien du salaire. Ainsi, elle ne supprimerait "plus que" 570 emplois et non 650 sur les 1.180 existants. Le PTB, qui avance la revendication des 32 heures avec maintien du salaire, est-il enthousiaste ? Pas du tout. Anhyp montre comment cette revendication peut être manipulée pour faire accepter d'énormes pertes d'emplois. Nous exigeons que la semaine de 32 heures soit toujours combinée avec une obligation d'embauches compensatoires. Cette revendication doit servir à élargir l'emploi et non à permettre une masse de licenciements. (Voir à ce sujet l'article de Thomas Gounet dans Etudes Marxistes n° 28.)

### Postiers contre le Racisme et le Fascisme

A la manifestation pour les droits égaux, le 24 mars, un groupe de "Postiers contre le Racisme et le Fascisme" a lancé l'autocollant "Pas de propagande raciste ou fasciste" à apposer aux boîtes aux lettres. Un énorme succès. Cette campagne est destinée à soutenir Jo De Vrieze, facteur frappé d'une mesure de suspension de soixante jours par la direction de La Poste. Son crime ? Avoir refusé de distribuer les dépliants électoraux du Vlaams Blok.

Vous pouvez obtenir les autocollants en versant 100 F pour dix autocollants au compte n° 000-1663894-53 de PCR-PTR, Pieter Michielsstraat 74, 1601 Ruisbroek. Ils vous seront envoyés... par la poste. Vous pouvez également commander à cette adresse la lettre de protestation contre la sanction imposée à Jo De Vrieze (tél. 02/377.88.68). Tout le monde peut participer à cette action, car tout le monde a... une boîte aux lettres et un facteur !

## Le dernier combat de René Donckers

Une fidélité à toute épreuve au communisme

Luk Vervaeet

René Donckers, président de la section campinoise du Parti Communiste, candidat sur la liste PTB-Unité Antifasciste est décédé la semaine passée à l'âge de 65 ans. En compagnie d'Irène, son épouse, et de centaines de proches et amis, nous avons lui avons fait nos adieux mercredi dernier.

René, devenu communiste à quatorze ans, a été toute sa vie ouvrier du bâtiment. Ses camarades le décrivent comme un

syndicaliste de combat qui «connaissait la législation sociale mieux que les dirigeants syndicaux». Promu contremaître, «il a toujours refusé de gagner plus que les autres». Il était soutenu par toute son équipe : «En échange de son licenciement, notre équipe s'est vu proposer une sérieuse augmentation de salaire, mais pour rien au monde nous n'aurions accepté».

Il a fallu longtemps à René avant de décider de rallier la liste PTB-UA. Il était ainsi devenu une des

rare figures du PC flamand à ne pas rejoindre les sociaux-démocrates ou les Verts mais à rester communiste. Au printemps 1995, il écrivait dans Solidaire : «Je suis fier d'être sur la liste PTB-UA car j'y retrouve le dynamisme et la conviction du Parti Communiste dans ses meilleures années.»

Au crématorium de Merksplas, Gaston Van Dijck a prononcé un discours émouvant : «Lorsqu'il s'est porté candidat sur la liste PTB-UA, René était déjà malade, et je suis sûr qu'il savait

que ce serait son dernier combat. Mais il voulait encore porter lui-même une dernière fois le flambeau de la lutte contre le racisme et le fascisme, avant de le céder définitivement aux jeunes. Il était encore parmi nous, récemment, à l'église de Turnhout, pour protester contre une messe en l'honneur d'Irma Laplasse... René, un tout grand merci pour ton engagement, pour ta fidélité au communisme. Nous poursuivons ton travail de notre mieux».

# Le contrat d'avenir de Dehaene : "Tant qu'il y aura du travail"...

Ou la voie royale vers la pauvreté et le démantèlement social

**Dehaene prétend réduire le chômage de moitié en cinq ans. Un des remèdes miracle ? Diviser le maximum d'emplois en deux ou en trois. Ceci offre aux capitalistes une masse de main d'oeuvre flexible et bon marché. Que cette mesure élargisse et aggrave la pauvreté ne semble guère l'émouvoir. Mais il y a plus...**

Jan Vandeputte

La créativité de nos excellences chrétiennes et socialistes est féconde en matière de faux remèdes. Inspirées par les directives de l'Union européenne et des cénacles capitalistes internationaux, ils ont encore développé d'autres pistes. Sous le mot d'ordre "un boulot, c'est un boulot", ils préparent une véritable explosion de l'emploi précaire.

Ce plan gouvernemental réduit les cotisations sociales des patrons qui embauchent des chômeurs de longue durée. En premier lieu, cette mesure constitue un véritable hold-up au détriment de la Sécurité sociale, dont les recettes proviennent des cotisations sociales. Mais en outre, de nombreux patrons utilisent cette main d'oeuvre à bon marché pour remplacer la main d'oeuvre "coûteuse". Le plan d'embauche pour les jeunes a eu le même effet. Une entreprise chimique anversoise avait ainsi postposé un nombre considérable d'embauches "normales" pour engager à leur place des jeunes en profitant des avantages accordés par le plan gouvernemental.

Le texte gouvernemental affiche aussi : «Améliorer l'apprentissage industriel et formation-emploi en alternance. Mieux adapter les crédits d'heures à la formation professionnelle». Des deux côtés de la frontière linguistique, des ministres socialistes sont occupés

à démanteler l'enseignement. Nous constatons qu'en même temps, le gouvernement propose des programmes d'enseignement qui n'ont qu'un seul but : (trans)former le plus vite possible les jeunes en une main d'oeuvre efficace et peu coûteuse pour la production capitaliste.

Autre série de mesures que le gouvernement compte poursuivre : «les Agences Locales pour l'Emploi (ALE), les services de proximité, les chèques-service» (chèques qui permettent par exemple à une personne âgée de faire appel à une femme de ménage). Il y a quelques semaines, la FGTB a repris à son compte ce programme gouvernemental dans une note intitulée "Fil Rouge", en le présentant comme une alternative syndicale ! La FGTB veut «développer des services nouveaux pour répondre aux besoins individuels ou collectifs - qui jusqu'à présent n'ont pas été satisfaits ou insuffisamment (plus résorption du travail en noir). Deux variantes peuvent être développées. Elles remplacent les ALE actuelles dont nous demandons la suppression. Première proposition : services de proximité, création de services personnels à des personnes privées. (...) Deuxième proposition : des services sociaux nouveaux, création de nouveaux services sur le plan local (commune, intercommunale), en complément aux services publics existants». Ils'agit donc d'ALE rafistolées. Le



De l'emploi, oui, mais pas des statuts précaires, pas des petits boulots, alors que les ouvriers d'Opel (photo) sont contraints à peiner dix heures par jour sous une pression insupportable.

projet syndical demande que les personnes employées dans ces régimes bénéficient d'un meilleur statut et d'un vrai salaire, au lieu de l'allocation de chômage majorée d'un surplus.

## La FGTB va-t-elle se faire piéger ?

Mais de quoi s'agit-il en fait ? La première proposition, celle des services de proximité, vise à créer un circuit de travailleurs qui remplacera la main d'oeuvre normale dans ces secteurs. Les travailleurs du secteur social par exemple, qui bénéficient de conditions de travail acquises par convention de travail, seront écartés du marché du travail.

Exactement comme les statuts précaires supplantent les emplois statutaires dans les services publics. Serons-nous contraints de dire à nos enfants qui choisissent le métier d'éducateur, d'aide gériatrique, de jardinier... qu'ils ne devront plus jamais espérer trouver un travail à un salaire conventionnel ?

Les nouveaux services sociaux proposés sont une véritable déclaration de guerre au service public. Et elle provient d'un document syndical ! S'il faut de nouveaux services publics - c'est évident - qu'on embauche de nouveaux fonctionnaires bénéficiant du statut et des conditions de travail acquis par des années de lutte syndicale ! Le comble : on veut ici encore faire supporter les

frais par la Sécu, puisque ces ALE "nouveau modèle" seraient exemptées de cotisations sociales...

Grave menace. Les propositions avancées le prouvent. Nous pouvons réagir de deux manières. Soit nous entrons dans le jeu et nous acceptons que tout ce que des générations de travailleurs ont acquis par leur combat soit réduit à néant. Soit nous passons à la contre-attaque. Ce qui implique que nous lançions une campagne pour revendiquer de véritables emplois, pour combattre le chômage, le stress et la flexibilité. Une campagne pour la semaine de 32 heures sans perte de salaire, avec embauches compensatoires et sans flexibilité. A payer par ceux qui sont à l'origine du chômage.

## Lettre syndicale

La dernière "Lettre syndicale" du PTB, vous fournit 1. Le texte du Contrat d'avenir pour l'emploi du gouvernement. 2. Les positions syndicales. 3. Une réaction du PTB. Indispensable pour qui veut discuter en connaissance de cause.

Nom :

Rue :

Commune :

Tél :

Entreprise/syndicat :

Envoyez-moi la "Lettre syndicale" sur le Contrat d'avenir.

Je souhaite également recevoir à l'avenir ce genre d'informations.

Envoyer à : **PTB, Section syndicale**, bd M. Lemonnier 171, 1000 Bruxelles.

## Pour éviter la guerre et le fascisme ?

Le PS entraîne le syndicat sur une voie dangereuse

Emplois scindés et flexibles, statuts précaires, démantèlement de l'indexation salariale et restrictions... Une "américanisation" jugée inévitable par certains responsables syndicaux. Il y a deux semaines, Xavier Verboven, secrétaire national de la FGTB, terminait son plaidoyer en faveur du "Contrat d'avenir" par un appel pathétique : «Camarades, nous devons penser à ce qui se passe à peine à mille kilomètres de chez nous, en Yougoslavie, dans les pays de l'Est. Il y a le nationalisme. Mais surtout la pauvreté qui pousse les gens vers de guerres absurdes et amène des collectivités entières à s'entre-tuer. Chez nous aussi, nous voyons comment leur

situation sans issue conduit des jeunes au Vlaams Blok. C'est ce que nous devons éviter. En créant de l'emploi. Je le sais, il s'agit d'une gymnastique périlleuse. Nous n'avons encore jamais entrepris cet exercice mental dans notre histoire sociale. Mais l'enjeu c'est de sauver la démocratie et d'offrir un avenir aux jeunes.»

Argument dangereux. D'abord : la première leçon à tirer de la guerre civile et de la montée du fascisme dans les pays de l'Est, c'est qu'ils découlent de la restauration du capitalisme. Pendant la construction du socialisme, même avec ses fautes et ses erreurs, la population jouissait du bien-être, de la sécurité et de la paix. Ceux qui veulent donc

éviter ces fléaux engendrés par le capitalisme, doivent mettre tout en oeuvre pour combattre dans notre pays ce système criminel et pour préparer le socialisme. Or certains dirigeants syndicaux font exactement le contraire, en collaborant avec les plans les plus néfastes du grand capital. Faudra-t-il s'étonner par la suite que des gens désespérés et aigris fassent des choix irrationnels ?

Un "exercice mental" nouveau ? Dans les années trente, la social-démocratie (le Parti Ouvrier Belge, ancien nom du PS) a également poussé des responsables syndicaux à accepter les restrictions salariales. Certains se sont engagés corps et âme pour les imposer. Où

cela a-t-il abouti ? Les organisations syndicales ont perdu force et crédibilité, elles n'étaient plus en mesure de jouer un rôle important à l'arrivée des nazis. De Man, le président de cette social-démocratie a lui-même tiré les dernières conséquences de cette ligne en choisissant ouvertement le parti de l'occupant. Celui qui tente coûte que coûte et contre toute logique de défendre et de rafistoler ce système inhumain finit par s'enfoncer dans le marécage. Il est urgent de s'engager dans l'autre voie, celle de la défense radicale des travailleurs, de la défense radicale de l'unique système qui puisse assurer l'avenir et la sécurité des travailleurs : le socialisme.

# Nouvelle colonisation

1er Mai : débat avec des syndicalistes du monde entier

**A la fête du 1er Mai, de 14h à 18h, des travailleurs des services publics témoigneront de leurs luttes contre les privatisations, ici et dans le tiers monde.**

Jan Vande Putte

Dans un premier débat, de 14h à 16h, des syndicalistes de Belgacom, SNCB, Sabena, Poste, services communaux et les administrations... parleront de leurs expériences et des perspectives de leur lutte. Ils viendront de Grande-Bretagne et de France. Parmi eux, des cheminots de Marseille. Leur combat a provoqué la panique parmi les industriels et les politiciens européens mais a inspiré la lutte dans notre pays. De 16h à 18h, la parole sera donnée à des camarades du Zimbabwe, d'Inde, du Brésil, d'Afrique du Sud. Les privatisations imposées par la Banque Mondiale et le FMI provoquent d'énormes ravages dans le tiers monde. Les économies, libérées à grand peine de l'emprise des pouvoirs coloniaux, ont à nouveau été mises sous tutelle. La sidérurgie en Allemagne de l'Est subit l'assaut de l'entreprise belge Cockerill-Sambre. Les syndicalistes d'EKO-Stahl nous dirons ce que "le monde libre" a amené à leur pays. Le journaliste de la RTBF, Gérard De Sélys, auteur du livre "Privé de public" expliquera les liens entre les vagues de privatisations en Europe et dans le tiers monde. Vous travaillez dans les services publics ? Vous êtes un simple "usager", qui subit tous les effets



La manifestation des services publics du 13 décembre a montré clairement la colère contre les privatisations. Venez en discuter au 1er mai avec des syndicalistes du service public du monde entier...

des privatisations ? Vous serez le bienvenu après les débats à un drink offert par les sympathisants et militants du PTB du secteur public. Au stand "Un autre regard sur les services publics", vous pourrez rencontrer des camarades de Belgacom, de la SNCB, de La Poste, de la Sabena...

Les différents secteurs préparent avec ardeur un stand qui vous donnera une idée de la réalité dans leur service. A ne pas manquer !

## Privatisations : chaos dans le tiers monde

«Tout ce que nous avons fait depuis 1983 était basé sur une mission nouvelle : privatiser le Sud ou mourir. Pour y parvenir, nous avons honteusement provoqué un véritable chaos éco-

nomique en Amérique latine et en Afrique entre 1983 et 1988», écrit David L. Budhoo dans sa lettre ouverte de démission au Fonds Monétaire International (FMI) (1).

Plus de 2.000 entreprises publiques ont été privatisées depuis 1980 dans le tiers monde. (2) Selon Morgan Tsvangirai, secrétaire général du syndicat zimbabwéen ZCTU, les privatisations ont conduit à un appauvrissement général dans son pays. (3) Après la crise économique des années septante, le FMI et la Banque Mondiale ont imposé leurs "plans d'ajustement structurel" incluant de vastes opérations de privatisations. «Les mesures d'assainissement et de restructuration ne frappent pas seulement les travailleurs licenciés, mais également les masses de jeunes sans emploi et les familles dont les enfants ne

peuvent plus fréquenter l'école faute de moyens, commente Morgan Tsvangirai. La population a épuisé toutes ses économies et il n'y a plus aucune sécurité d'emploi. Les gens ne sont plus en mesure de payer leur cotisation syndicale. Ces dernières années, les grèves se sont multipliées.» (PDM)

1. Brenda Martin, Dans l'intérêt public ? Privatisation et réforme du secteur public, Zed Books et Internationale des Services Publics, France, p. 52. 2. Gérard de Sélys, Privé de public. A qui profitent les privatisations ?, EPO, p.10. 3. Interview dans "Sapem", 11.95.



**1er mai du PTB**  
Débats privatisations de 14 à 18h.

Avec des syndicalistes de Belgacom, de la Poste... et du tiers-monde.

## Le casse du siècle

Gérard de Sélys présentera "Privé de public"

Extrait de "Privé de public" de Gérard de Sélys, journaliste de la RTBF (Editions EPO). (1)

«La scène se passe dans les bureaux d'un "consultant" international spécialisé en privatisations. Les collaborateurs d'un ministre qui vient de recevoir les télécommunications en charge s'étonnent de la lenteur avec laquelle on privatise les téléphones en Belgique. — "On avait aussi peur des réactions syndicales..."

— "Mais il n'y en a pratiquement pas eu."

— "C'est vrai. Mais, justement, c'est une des raisons pour lesquelles on ne pouvait pas aller trop vite. Il fallait persuader les syndicats que l'évolution technologique était inéluctable et qu'elle devait nécessairement provoquer des mutations économiques et sociales tout aussi

inéluctables. Par exemple, il était difficile de leur 'vendre' l'idée qu'il fallait supprimer les subventions croisées puisque c'est un fondement même du service public. Soutenir les tarifs modérés facturés aux plus faibles par les tarifs élevés appliqués aux plus forts était entré dans les moeurs. D'où l'idée du 'contrat de gestion'. Il fallait séduire les syndicats avec l'idée d'accorder une plus grande indépendance des services publics à l'égard du monde politique, de leurs pouvoirs de tutelle. Puis leur expliquer que, pour bénéficier de plus d'indépendance, les services et entreprises publics devaient changer de statut. Passer du statut d'administrations dirigées directement et souverainement par un ministre au statut d'entreprise autonome qui con-

clut un 'contrat' avec le gouvernement. Il fallait vraiment préparer les mentalités et c'est ce qui a été fait. Ça a pris le temps, c'est vrai, mais finalement ni trop, ni trop peu. L'idéal était d'arriver à ce que les syndicats finissent par demander eux-mêmes l'indépendance des services publics et les contrats de gestion."

— "C'est ce qui est arrivé."

— "Oui, et plus vite qu'on aurait cru. Nous avons pris connaissance à l'époque, c'était en 1986 si mes souvenirs sont bons, des mémorandums que le gouvernement Martens avait demandé aux organisations syndicales. La CGSP socialiste s'y prononçait pour l'établissement de rapports contractuels entre pouvoirs politiques et entreprises publiques" et la FSCSP social-chrétienne en faveur de

la 'conclusion de contrats-programmes entre l'Etat et les entreprises publiques'. L'idée des 'contrats de gestion' était déjà acquise et celle d'entreprise publique plutôt que 'service' public également. C'était assez amusant de voir les syndicats réclamer le maintien de l'emploi dans la fonction publique, défendre le secteur public contre le gouvernement 'réactionnaire' de Martens et... revendiquer les contrats de gestion qui, immanquablement, préparaient la privatisation. En juin 1989, le gouvernement et les syndicats signent un protocole d'accord sur la transformation de la RTT.»...

1. Privé de public, pp. 126, 127. Disponible à la Librairie Internationale, bd Lemonnier 171, 1000 Bruxelles. Tél. 02/513.69.07.

## EN BREF

### Livre noir sur les services publics

#### Retour au public de Belgacom !

Georges : «La première fois que nous avons entendu parler de la menace de privatisation, c'était aux assemblées syndicales en 1985. En 1986, nous avons fait grève contre le Plan de Val Duchesse. Pour la RTT, c'était le début de la lutte contre la privatisation. Lorsque cette lutte a pris fin en mai 1986, on a dit, dans le syndicat : on ne s'arrête pas là, on continue en septembre. Mais il n'y a eu que quelques actions symboliques.

Lorsque la loi de mars 1991 sur les "entreprises publiques autonomes" a été votée, l'idée a été défendue dans le syndicat qu'il s'agissait d'une plus grande autonomie et non d'une privatisation. Ce que nous connaissons maintenant, c'est le démantèlement complet du service public des télécommunications au profit des grandes multinationales. Je suis d'accord, comme syndicalistes, nous avons fait trop facilement des concessions dans les différentes étapes sur la voie de la privatisation.

Mais il n'est pas trop tard. Je suis convaincu que le grand mécontentement des gens, suite à la mise en oeuvre du plan Turbo peut être transformé en lutte. A condition que nous formulions des revendications offensives. Il faut orienter le mécontentement des gens vers la lutte pour le retrait de la loi de mars 1991 sur les entreprises publiques autonomes et le retour à un service public à part entière à Belgacom. En temps de crise, un service public est plus que jamais nécessaire pour fournir à une population déjà appauvrie un service général et à un prix abordable. Revenir dans cette voie est la garantie la plus sûre pour retrouver un statut convenable et pour le maintien de l'emploi. Maintenant, on travaille pour le bénéfice de quelques grandes multinationales alors qu'autrefois, les revenus allaient à l'Etat. Avec la vente de Belgacom, la dette publique ne se réduira pas, mais elle augmentera au contraire.»

#### Syndicats dépolitisés ?

Dans Solidaire n°13, un Postier expliquait que nous devions "dépolitiser" les syndicats, les rendre indépendants des partis politiques. De tous les partis ?

Un délégué de Belgacom répond : «De plus en plus de travailleurs, désillusionnés, disent que les syndicats sont vendus. Moi je dirais : les syndicats ne doivent pas être derrière mais devant nous. Délégué, je considère que nous devons prendre notre responsabilité, sinon l'antisindicalisme se développera et aboutira à l'extrême droite. Les propos de certains dirigeants syndicaux traduisent beaucoup de compréhension pour la guerre de compétitivité dans laquelle Goossens, Di Rupo et la Commission européenne entraînent Belgacom. Ces syndicalistes nous parlent de plans d'accompagnement social qu'il faudrait exiger lors des déagements ou des licenciements. Pourquoi cèdent-ils si facilement ? Parce que les syndicats de Belgacom ont toujours été étroitement liés aux idées du PSC/CVP et du PS/SP. Les syndicats doivent rompre avec les partis qui défendent le grand capital. Nous devons chercher davantage des alternatives pour lesquels les gens sont prêts à se battre. Le PTB est un petit parti, mais il a un programme anticapitaliste qui s'avérera plus utile que celui du PS et du SP. Beaucoup de gens sont à la recherche d'un vrai parti socialiste qui défende uniquement les intérêts des travailleurs.»

**Participer au Livre Noir sur les Services Publics :** envoyez votre récit au PTB-Services Publics, Boulevard Lemonnier 171, 1000 Bruxelles.



Après des mois d'une lutte remarquable, les étudiants découvrent par leur propre expérience ce que Marx avait analysé...



... "Les élections décident tous les quatre ans quel membre de la classe dirigeante doit fouler aux pieds le peuple". Et le siège liégeois du PS a reçu les marques de leur colère !

# Laurette, il ne te reste que les matraques !

Liège : dix mille étudiants et enseignants plus déterminés que jamais

**Pour venir manifester à Liège par les temps qui courent, il faut être décidé et brave. De nombreux jeunes circulaient, hésitants, aux environs de la gare des Guillemins vers 13 heures, ce jeudi 28 mars. J'y vais, j'y vais pas? "Je n'ai pas envie de me faire taper dessus une nouvelle fois" et l'un d'eux décide, la mort dans l'âme, de rentrer chez lui...**

Alice Bernard et Herwig Lerouge

Ainsi donc, les gendarmes de Jean-Matras Dehousse ont laissé des traces, le 28 novembre dernier. Pourtant, ce jeudi 28 mars, dix mille manifestants ont répondu à l'appel de la Fédération des Etudiants Francophones (FEF).

Onkelinx, Grafé, Dehousse et consorts tremblent également au souvenir du 28 novembre. Ils jouent les durs, refusant toute discussion. Mais ils commencent à paniquer devant la détermination et le durcissement des positions d'une grande partie du mouvement étudiant et enseignant. Ils voulaient à tout prix éviter une répétition du 28 novembre. La brutalité de la gendarmerie avait suscité dans la population un large courant de sympathie en faveur des étudiants. A quatre jours du vote du décret, Onkelinx n'avait aucune envie de devoir une nouvelle fois venir expliquer à la TV combien «elle regrettait de voir des gosses tabassés». Une grande réunion de préparation aura donc lieu le mardi précédant la manif à l'hôtel de ville...

## Les jeunes doivent-ils devenir leurs propres flics ?

C'est le branle-bat de combat : bourgmestre, police, gendarmerie, société des bus, Croix-Rouge,

SNCB, hôpitaux, délégués étudiants et enseignants. Un climat de guerre civile est créé : «Les gendarmes seront trois fois plus nombreux qu'en novembre, on installera un centre de transfusion sanguine». Il s'agit manifestement d'intimider les jeunes et les enseignants, de les obliger à encadrer eux-mêmes la manifestation. Et à arrêter eux-mêmes les manifestants qui voudraient déborder de l'itinéraire prévu. Seul le GEDES, qui représente les écoles supérieures liégeoises, accepte. Il fournit trois cents personnes pour le service d'ordre. Les manifestants prennent très mal cette initiative. Lors de la manif, ils forceront le barrage du GEDES pour se rendre à l'Hôtel de Ville. Par contre, la DIES (écoles secondaires) et la CGSP (syndicat FGTB) refusent de jouer les flics. Un représentant de la DIES déclare que l'encadrement de la manifestation doit être fait «par des gens qui sont payés pour cela» (sous-entendu : par la police et la gendarmerie).

Les organisateurs ne cèdent pas non plus sur l'itinéraire. Ils veulent passer par le PS et le PSC. La CGSP prévient qu'un refus de l'itinéraire proposé par les organisateurs risque de provoquer des débordements qui ne pourront être gérés.

L'intimidation ne marche donc pas. Le bourgmestre cède sur l'itinéraire et promet que les forces de l'ordre se feront discrètes. Ceci

ne sera pas respecté. Dès que les manifestants descendront du train à la gare des Guillemins, ils seront confrontés aux patrouilles de gendarmes et de secouristes. Pour bien montrer aux jeunes "faites gaffe, tout est prévu" et décourager les moins décidés.

## Manifestants déçus : "On n'attendait pas ça des socialistes"

C'est devenu la tradition à Liège. Toutes les manif doivent désormais passer par la fameuse "trémie de la honte", le tunnel interdit le 28 novembre. Cette trémie est devenue le symbole du droit de manifester, droit conquis de haute lutte. Depuis le 28 novembre, plus aucune manifestation n'a été réprimée. La lutte paie.

L'itinéraire est à l'image de l'état d'esprit des manifestants. Dès le début, plusieurs milliers d'entre eux brisent le cordon de la GEDES et vont à l'hôtel de ville. Les policiers en place sont bombardés d'oeufs et de peinture, mais n'osent réagir. "Dehousse, démission !" Ca aussi, c'est devenu un cri traditionnel.

Les membres ou les électeurs déçus du PS et du PSC sont nombreux parmi les manifestants. Après un petit tour le long de la Meuse, le domicile de J-P Grafé prend un shampoing aux oeufs. Mais ce n'est que le hors d'oeuvre. Le plat de résistance est réservé au PS. Tous les manifestants dénoncent le double visage de ce parti. Bon nombre d'entre eux avaient collé des affiches promettant la défense des services publics pendant la campagne électorale. Aujourd'hui, ils manifestent depuis des mois contre la mise à mort, par ce même parti, du plus grand service public : l'enseignement.

Etudiants et enseignants se posent

aujourd'hui de nombreuses questions sur les innombrables cours donnés ou reçus pour expliquer la supériorité de notre démocratie occidentale. Ils manifestent maintenant depuis des mois. Mais, à quatre jours du vote du décret, ils redécouvrent eux-mêmes ce que Marx disait des élections et du parlement : «Décider une fois tous les (quatre) ans quel membre de la classe dirigeante doit représenter et fouler aux pieds le peuple au parlement, telle est l'essence du parlementarisme bourgeois».

«Ils nous ont fait un enfant dans le dos», gronde Tony, futur ingénieur. «On n'attendait pas ça des socialistes ! Nous, ce qu'on veut, c'est une école démocratique et accessible à tous». Les enseignants CGSP de l'EOS de Flémalle ont écrit une lettre ouverte à Busquin : «Le parti socialiste s'est mué en parti bourgeois, défenseur de la propriété mobilière, des holdings, des banques et des grosses fortunes».

Sur l'air du "Yellow Submarine" des Beatles, les étudiants entonnent : «Le PS défend l'école des riches, réduit l'encadrement, tabasse les étudiants». Devant le siège de la fédération liégeoise du PS, des syndicalistes crient "Faux socialistes". Jean-Marie Ansciaux, dirigeant de la CGSP-Enseignement, les comprend : «La tension monte d'un cran chaque jour. Si les politiques n'acceptent pas de se mettre à la table des négociations, la situation risque de s'aggraver. Il y a de plus en plus d'invitations à quitter le PS. Moi, je suis au PS, j'y reste, mais s'il continue comme cela, il va s'envoyer dans l'opposition pour vingt ans. J'espère que tout le monde critiquera son parti».

De nouveau, les oeufs commencent à voler. Suivis de pierres, de plus en plus grosses. A chaque coup raté, les "Ooh" expriment la déception. Enfin, un, puis deux

carreaux de la façade du PS volent en morceaux. A chaque coup réussi, les "Ooh" sont remplacés par des "Olé". Manifestement, l'action est portée par la masse des manifestants...

## J-M Ansciaux (CGSP): «C'est l'oeuvre d'irresponsables»

A ce moment, apparaissent les gendarmes, à pied, à cheval, en autopompe. Des gens chantent : «Laurette, il ne te reste plus que les flics et les matraques». Et c'est la charge. Des jeunes font face : «On a le droit de manifester». Une syndicaliste au bord des larmes n'en peut plus : «Ce parti, je ne veux plus en entendre parler, je renvoie ma carte, c'est décidé». Une prof d'histoire : «Si j'ai des élèves au cours demain, je sais ce que je vais leur donner comme leçon. La lutte contre la dictature, pour la démocratie, la révolution. Pourquoi, dans le temps, les gens ont dû se battre pour leurs droits».

Toutes les personnes présentes lors des charges de gendarmes ont manifesté leur indignation. Jean-Marie Ansciaux a déclaré à RTL : «Ce qui se passe ici est l'oeuvre d'irresponsables, les membres du gouvernement de la Communauté. Par leurs décrets et leur intransigeance, ils se comportent de façon irresponsable». Et J. Vanoirbeck (syndicat chrétien CCPET) : «Je ne suis pas favorable à la violence, mais la violence des décisions prises par les ministres de la Communauté à l'égard des jeunes et des enseignants peut bien justifier quelques incidents pas bien méchants qui viennent de se dérouler. Je me demande pourquoi les gendarmes sont apparus».

(1) La Wallonie, 29.3.



# La réponse de la "démocratie" capitaliste aux jeunes

67 manifestants arrêtés à la dislocation de la manifestation

«Quand les gendarmes ont commencé à arrêter des gens, on a voulu intervenir pour les empêcher. Nous avons alors été arrêtés. Un flic a voulu étrangler mon copain avec sa matraque», raconte Germain, étudiant en sciences politiques à l'ULB. Suite du reportage de cette manif...

Alice Bernard et Herwig Lerouge

Germain : «J'ai tiré la matraque et senti des mains me tirant en arrière. Ils étaient au moins deux à me traîner. Mon frère a essayé de me libérer mais on a été pris tous les deux... Les gendarmes frappaient tout le monde.»

«Nous arrivons à la gare des Guillemins, lieu de dislocation, explique Mourad, délégué de la DIES, comité des étudiants du secondaire de Liège. Soudain, des gendarmes enferment violemment quatre étudiants. Leurs camarades, indignés, se couchent devant le fourgon. Mais le conducteur, complètement inconscient, fonce sur eux. Heureusement, personne n'est blessé.

Des cavaliers escortés par de nombreux gendarmes armés de longues matraques, se dirigent alors vers nous. La plupart des étudiants se réfugient dans la gare. A ce moment, la gendarmerie place des barrières "Nadar" pour les empêcher de sortir.»

## Sale temps pour les mégaphones

But de la gendarmerie : arrêter les étudiants les plus actifs et leurs dirigeants. Dans le groupe aux Guillemins, de nombreux gendarmes en civil, membres des POSA,

pelotons d'observation et d'arrestation. Ils ont désigné plusieurs militants. «Ils nous ont tous bloqués aux Guillemins, explique Jamal : "On va vous prendre, faire une fiche et vous relâcher. Ceux qui résistent seront emmenés de force". Un flic en civil nous a montré du doigt, moi et un mineur.»

Des membres de la DIES, de Rebelle ou de MML (mouvement étudiant du PTB) sont visés. Ward, étudiant MML à Louvain la Neuve : «A l'entrée de la gare, des flics sélectionnaient les manifestants. Quand ils ont vu mon mégaphone, avec l'inscription PTB, un officier m'a dit de me mettre sur le côté. D'autres m'ont attrapé et jeté en arrière. Un flic a mis son doigt sur ma gorge.»

## Suivis, écoutés, infiltrés par la police

Depuis des semaines, des flics suivent les militants, écoutent leur téléphone, envoient des taupes à leurs réunions. Les incidents au siège liégeois du PS ont fourni le prétexte. La gendarmerie a encerclé le groupe le plus radical et embarqué 67 jeunes, en s'assurant que les plus actifs, les membres de Rebelle et du MML en soient. Dans les commissariats, interrogateurs et policiers devaient finir le



La gendarmerie observe depuis des semaines les dirigeants du mouvement étudiant. Les incidents devant le siège liégeois du PS ont servi de prétexte à des arrestations massives. Particulièrement ciblés : les jeunes immigrés.

boulot : intimider les moins décidés et charger les plus actifs. Germain (voir photo couverture) était parmi les 67. «Ils nous ont fouillés et mis en cellule... Ils nous ont emmenés chacun à notre tour pour nous photographier avec un matricule.» Plusieurs d'entre eux ont déjà appris qu'il ne sert à rien d'être gentil et de parler. Pour la police, le plus important n'est pas de savoir si une personne arrêtée a commis une infraction, mais bien de fichier, d'intimider, d'obtenir des renseignements sur l'organisation et les dirigeants.

## Enfermés dans des cages d'un mètre sur un mètre

Et les méthodes ne sont pas plus civilisées que celles des régimes dictatoriaux. «Ils ont voulu photographier les filles mais nous leur avons dit qu'ils n'en avaient pas le droit. Une fille a refusé de se faire photographier et ils l'ont tabassée.»

Ward : «C'était vraiment de l'intimidation. Après cela, toutes les filles se sont laissées photographier.» Jamal : «Ils ont promis d'en libérer certains s'ils acceptaient d'être photographiés. Ils ont menti : ils nous ont tous gardés. On a expliqué aux autres qu'ils ne devaient rien signer. Comme ça, il n'y aurait pas de charges contre eux.» Un exemple de fermeté. Jamal et Ward : «Au Parquet, ils nous ont attachés par deux avec des menottes, enfermés dans des "cages", juste assez grandes pour s'asseoir. On est resté quatre heures sans boire ni manger. On a dû attendre deux heures pour aller aux toilettes.»

Les étudiants d'origine immigrée et belge luttent ensemble. C'est un des points forts de ce combat. Et ça ne plaît pas à la police. «Après 23 h,

il ne restait que les étrangers, des jeunes du PTB, deux indépendants et un ou deux étudiants, raconte Jamal.» Les jeunes immigrés ont été particulièrement menacés. Jamal : «Ils m'ont dit que je passerais la nuit au poste, ajoutant qu'avec "un peu de chance", je passerais à la prison de Lantin.»

## Le racisme, pour diviser le mouvement

Sur les 67, treize sont inculpés et passeront devant le tribunal avec procédure rapide, à partir du 6 mai. Inculpations ? "Rébellion", "incitation à l'émeute" en passant par "port d'armes" (des pierres en poche). Peine maximum prévue : 15 ans.

Le racisme a servi à préparer la répression contre les mouvements sociaux. Le gouvernement a introduit le délit "d'incitation à l'émeute" pour réprimer les révoltes des jeunes à Molenbeek. L'extrême droite a exigé et obtenu la procédure rapide sous prétexte d'empêcher de jeunes délinquants immigrés d'être libérés.

## Nos enfants ne sont pas des criminels

Dès les premières arrestations, le PTB, Rebelle et MML installent un "centre de crise" : combien de jeunes arrêtés et où, prévenir les parents... Un groupe de la DIES installe aussi un QG téléphonique. On s'échange les informations. Une préoccupation : faire savoir aux jeunes arrêtés qu'ils sont soutenus. Des adultes accueillent les jeunes libérés la nuit, dans une ville inconnue. Les jeunes de Rebelle et de MML sont fiers de leur parti. Ce n'est pas Ecolo qui se trouve aux côtés des jeunes dans des moments pareils.

Des parents réclament la libération de leurs enfants. La maman de Line raconte : «Un père venait de la gendarmerie. On lui avait dit que son fils se trouvait à la police. Il demande confirmation à un policier. Celui-ci fait la sourde oreille. Le papa insiste et essuie un deuxième refus. Les autres parents s'y mettent aussi. "On vient récupérer nos enfants." Le policier refuse toujours de sortir la liste. Je donne le nom de ma fille et demande si elle est là. "Si vous vous inquiétez tant pour vos enfants, fallait les garder à la maison."»

Là, c'est trop. Le ton monte. "Ils sont dans la rue pour une juste cause. C'est leur enseignement qu'ils défendent", dit la maman de Willy. "C'est ça la démocratie ? On n'a pas de leçons à donner aux autres pays", rétorque une autre maman. "Assez discuté. Rendez-nous nos enfants !", crie le père de Laurent. "Nos jeunes ne sont pas des criminels, ils sont enfermés parce qu'ils ont un idéal. Lâchez mon fils", ajoute la maman de Roberto, en larmes.

Les flics appellent du renfort. On les bouscule, ils commencent à frapper. Un grand-père est bousculé. Une maman, hors d'elle, shote dans la porte. Un papa frappe avec sa canne contre la fenêtre.

Les flics ne savent plus comment répondre à tant de détermination. Finalement, un agent de la BSR amène la liste des enfants détenus. "Quand seront-ils libérés ?" "Trois, quatre heures peut-être". Les engueulades reprennent. Un quart d'heure plus tard, nos jeunes sont relâchés par petits groupes. Le lendemain, de nombreux jeunes se rendent au Palais de Justice pour attendre leurs camarades, toujours détenus. Ils ont été libérés à 13 heures, sauf trois mineurs dont nous n'avons pas de nouvelles.

## Comité de la trémie : connaissez vos droits !

«Comité de la trémie» : une initiative de participants à la manif du 28 novembre à Liège, choqués par la barbarie des forces de l'ordre. Leur pétition exige l'arrêt de toutes poursuites.

### Quelques conseils...

- Vos téléphones sont sur écoute. Evitez-les à tout prix !
- Ne prenez pas vos agendas ou répertoires d'adresses aux manifs. Carte d'identité et un peu d'argent suffisent.
- Aux manifs, ne laissez pas les flics arrêter des manifestants. Restez groupés.
- Si vous êtes arrêtés : ne rien déclarer ! Ne rien signer ! Les interrogateurs sont payés pour vous faire avouer. En refusant de parler, vous pourrez par la suite organiser la défense, avec un avocat, si nécessaire. Devant les flics, chaque déclara-

tion sera utilisée contre vous.

- Refusez collectivement empreintes digitales et photos. Ces procédures sont réservées aux criminels. Un manifestant n'est pas un criminel.
- Après les manifs, faites constater immédiatement coups et blessures par un médecin. Gardez le constat pour une plainte. Contactez un avocat.
- Si vous êtes témoin de brutalité ou d'arrestations, notez tout en détail et contactez le comité de la trémie.

**Comité de la trémie**, Rue Morchamps, 63, 4100 Seraing. N° de compte pour financer l'aide judiciaire : 001-2698561-97  
**Permanence** (médecins et avocats) à 'La Clé', Chaussée de Haecht 276, 1030 Schaerbeek. Tél. : 02/245.98.50 et 02/215.80.20.

## Un nouveau Plan global, avec la bénédiction des dirigeants syndicaux ?

Frans Van Acoleyen

La question de la Sécurité sociale semble rester au frigo depuis deux mois. Le danger existe que nous nous endormions, en croyant que les grandes attaques sont reportées ou annulées. Or, le gouvernement a mis au point une tactique subtile : préparer le "contrat d'avenir" pour piéger les syndicats sur le point le plus sensible, l'emploi.

Mais ce contrat est basé sur "l'adaptation des cotisations patronales au niveau des partenaires commerciaux". Sous prétexte d'emploi, les dirigeants syndicaux risquent de signer une attaque gravissime contre la Sécu.

Le plan global de 1993 contenait trois volets. 1° Une série d'économies budgétaires. 2. Un blocage salarial pour l'accord interprofessionnel 94-96. 3. Un volet diminution des cotisations patronales avec "financement alternatif" de la Sécurité sociale. Les volets deux et trois se répètent dans le Contrat pour l'emploi. En avril, un nouveau contrôle budgétaire (volet un) est à l'ordre du jour. Non seulement à cause de la norme salariale, qui est une atteinte mal déguisée à l'index (voir Solidaire précédent) mais également pour la défense de la Sécu, pour ces deux raisons, la direction syndicale ne peut signer ce contrat !

### Baisser les salaires : priorité des priorités

La réduction des cotisations patronales à la Sécurité sociale est le premier enjeu de la prétendue modernisation, c'est-à-dire du démantèlement du système de protection sociale. Ces derniers mois, tous les acteurs l'ont encore répété très clairement. A la question de la "priorité des priorités" pour le monde des entreprises, Peter Praet, économiste en chef à la Générale de

Banque, a répondu : «La solution, c'est une importante réduction des coûts salariaux. Selon moi, il faudra bien financer cette réduction — destinée à stimuler l'emploi — par une modification de la base de financement de la Sécurité sociale».

Où trouver l'argent pour un refinancement de la Sécu selon Peter Praet ? «Du côté des revenus du capital — mobiliers ou immobiliers — on ne trouvera pas grand chose pour des raisons bien connues d'ouverture du marché et de concurrence fiscale entre les pays. L'autre grande masse, ce sont les revenus de transferts, et là, le gros poste, ce sont les transferts à titre de pensions. Il ne faut pas tourner autour du pot. C'est une évidence dont personne ne parle». Par ailleurs, déclare Peter Praet, «il faut évidemment faire aussi le maximum au niveau des dépenses de Sécurité sociale». Et à propos des soins de santé : «Les soins de santé sont riches en emplois et il n'est pas bon de rationner la demande. Ce qu'il faut, c'est développer un véritable système d'assurance, subsidié pour les ménages les moins aisés» (1).

«D'abord, il y a la question du mode de financement (de la Sécurité sociale). Tout le monde s'entend pour dire

qu'il prend trop la forme d'un impôt sur le travail. Nous devons dans ce domaine réduire sélectivement les coûts du travail grâce à un financement alternatif» (2).

### Comment Dehaene voit-il les choses ?

Le premier ministre veut réaliser d'une manière rusée l'objectif principal du patronat. La ruse : affirmer que les cotisations sociales des patrons constituent un impôt injuste. Alors que les allocations sociales sont en réalité un salaire différé. Les expressions telles que "financement alternatif" et "réductions sélectives" (s'appliquant aux bas salaires et aux entreprises comportant beaucoup de main d'oeuvre) visent à créer des illusions et à convaincre les dirigeants syndicaux d'accepter ce cadeau énorme au patronat. Les partis de la coalition lèvent tous les obstacles qui pourraient entraver la réalisation de ce cadeau au patronat.

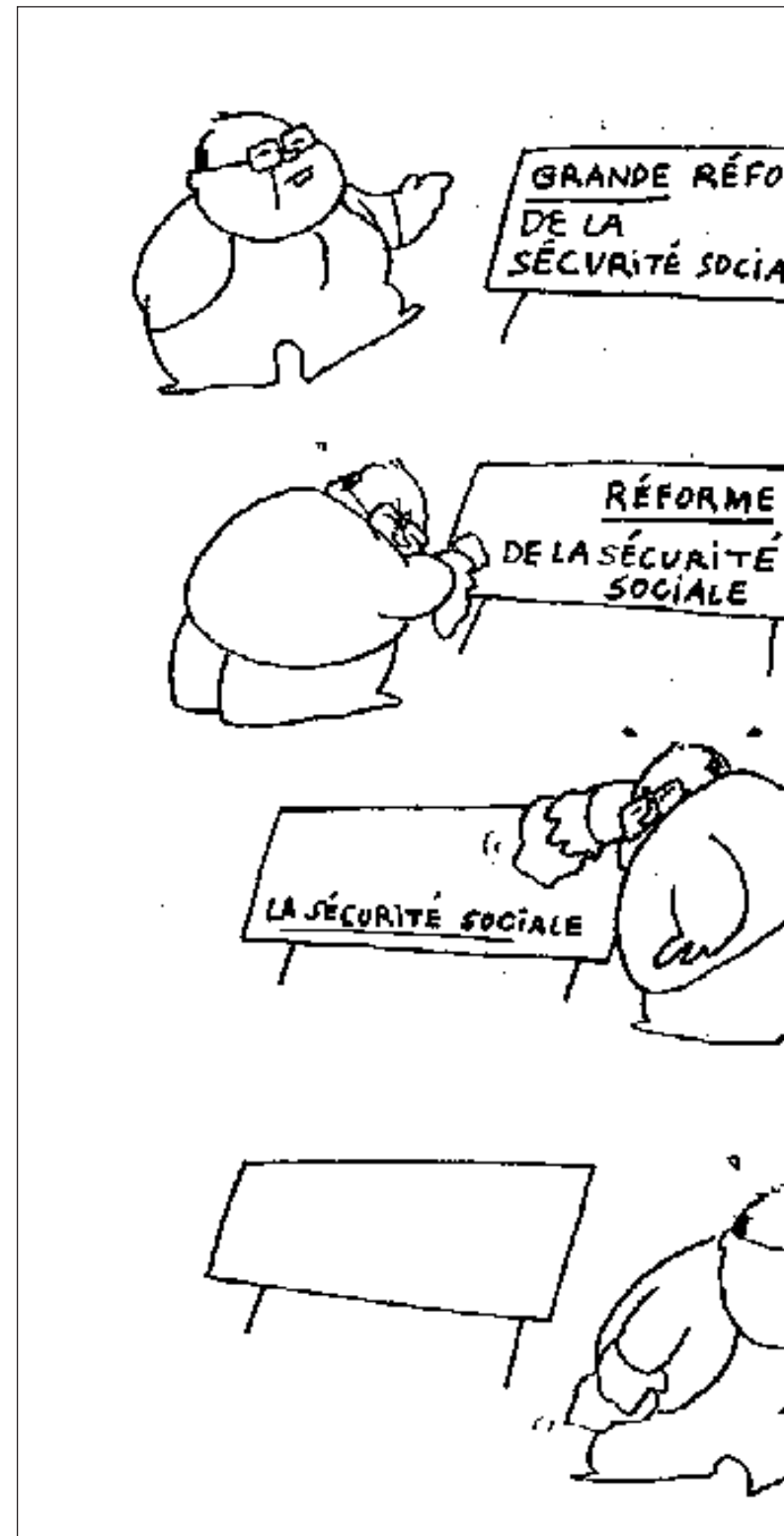
Ainsi, le premier ministre a-t-il réagi avec fermeté lorsque le président des jeunes CVP, répondant aux vœux de l'aile flamigante du ministre président Van den Brande, avait exigé la scission de la Sécu en deux piliers. Il a immédiate-

ment mis fin à ce cafoillage dans ses propres rangs en déclarant que la scission ne figurait pas dans l'accord gouvernemental.

Dehaene n'a nullement abandonné son plan de diviser la Sécu entre un pilier lié au travail (revenus de remplacement) et une assurance publique (soins de santé, allocations familiales) (3). Mais pour l'heure, cette scission est inacceptable pour le PS, car elle ouvrirait la porte à une communautarisation. Tobback a immédiatement soutenu le premier ministre : «A présent, la question des deux piliers est utilisée dans le but de susciter des bagarres communautaires. Cela empêche toute discussion. Il est irresponsable de se réfugier dans les querelles communautaires à sept cents jours de l'examen de Maastricht. Cela reviendrait à plonger le pays dans une crise politique» (4). La coalition gouvernementale veut donc concentrer les efforts sur l'objectif principal : la réduction brutale des cotisations patronales. Et éviter à tout prix les aventures communautaires qui l'entraîneraient dans un carrousel du genre Happart.

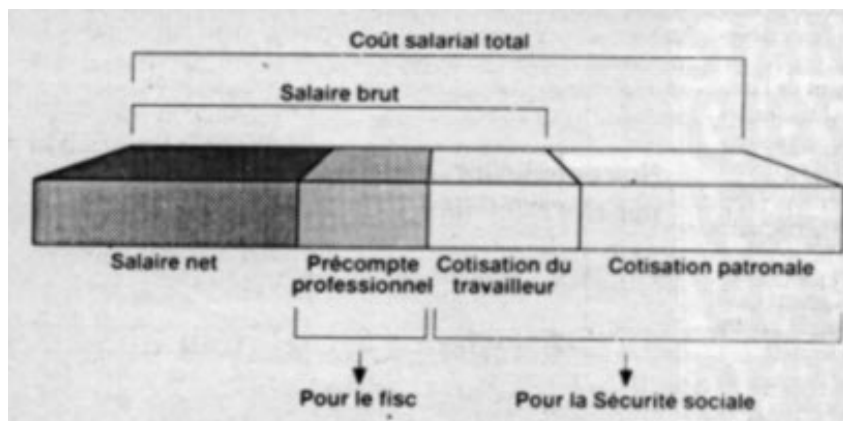
(1) L'Echo, 28.12.95. (2) Financieel Economische Tijd, 8.12.95. (3) FET, 12.12.95. (4) De Standaard, 21.12.95.

# Cotisation "pa l'enjeu de la b



Avec nos remerciements à l'auteur de ce dessin, Ian.

## La Sécu : votre deuxième salaire



L'illustration ci-dessus indique les éléments du salaire. Le salaire brut figure sur votre fiche salariale. C'est le point de référence lors de la lutte et des négociations pour la convention collective. La cotisation du tra-

vailleur à la Sécurité sociale est déduite du salaire brut. La cotisation patronale vient en surplus du salaire brut. Elle est un salaire caché et n'apparaît pas sur la fiche de paie. La dénomination elle-même est trompeuse, car

elle fait croire que cette cotisation appartiendrait encore au capitaliste. Les cotisations patronales (730 milliards) constituent plus de la moitié des recettes de la Sécurité sociale.

## Moins de charges sociales, plus

140 milliards de la Sécu pour créer 35.500 emplois,

Le 23 janvier dernier, CSC et FGTB déclaraient dans un communiqué de presse commun : «L'emploi est la meilleure garantie pour assurer la survie de la Sécurité sociale. En liaison avec la redistribution du travail, un financement alternatif de la Sécurité sociale peut engendrer une croissance créatrice d'emplois, à condition que les diminutions des cotisations soient liées à des obligations de création d'emploi contrôlables.» Que l'emploi est la meilleure garantie pour le financement de la Sécurité sociale est tout à fait correct. Qu'attendent dès lors les dirigeants syndicaux pour engager la lutte pour la

semaine de 32 heures sans perte salariale et avec embauches compensatoires ? Mais penser que la réduction des cotisations patronales créera des emplois, c'est croire en Saint-Nicolas. Le Bureau du Plan a calculé que l'ensemble des mesures du Plan global en matière d'emploi fourniront 35.500 emplois entre 1994 et 1997. Mais ces mesures coûtent 140 milliards à la Sécurité sociale (1). Fin janvier 1996, notre pays comptait 510.216 chômeurs complets indemnisés. Plus qu'en décembre 1993 lorsque le Plan global a été voté. «Cette constatation est d'autant plus inquiétante, qu'il faut encore tenir comp-

te de la flexibilité, c'est-à-dire de l'extension des emplois partiels et précaires» (2). Nous devons donc exiger des garanties, disent les syndicats. Mais Peter Praet (de la Générale) répond : «Je pense qu'il faut réduire les cotisations sociales et faire confiance au marché pour que cela conduise à davantage d'emplois. Le problème c'est que cela ne se fait pas à court terme; (selon le) Bureau du Plan, une réduction des charges de 1 ne crée de l'emploi qu'à raison de 0,3 à moyen terme» (3). Les propos de Frank Vandebroucke, spécialiste SP de la Sécurité sociale, lors

# patronale" : la bataille pour la Sécu

## Contrat d'avenir et financement alternatif



Au cours des dernières années, le gouvernement a systématiquement réduit les cotisations patronales, sous prétexte que le coût du travail est la principale cause du chômage.

Jusqu'ici, ces diminutions de recettes pour la Sécurité sociale ont été compensées par un "financement alternatif", sous forme de cotisation énergie, cotisation de crise et surtout taxes indirectes. En 1996, le montant de ce financement alternatif se chiffrera déjà à 94 milliards. Voilà d'où viennent les 100 milliards de bénéfices supplémentaires que les patrons ont empochés en 1995!

Le gouvernement voudrait bien continuer ce transfert de charges, des patrons vers les ménages. Mais il se heurte à quelques problè-

mes. Un de ces problèmes, c'est que le financement alternatif par taxes indirectes a une incidence sur l'index et pousse, à la hausse, les salaires. Pour cette raison, le gouvernement a falsifié l'index, transformé en "index-santé", annulant ainsi l'impact des augmentations de prix de l'énergie et de l'accroissement des taxes sur le tabac et l'alcool. Si le "contrat d'avenir" passe, Dehaene n'aura plus de souci à propos de l'index, car une norme salariale globale sera fixée, indexation comprise. La "marge" pour les augmentations salariales sera calculée en retirant de la norme globale, les augmentations d'index. Ce que les travailleurs pourraient gagner par l'indexation provoquée par les augmentations des

taxes, leur sera retiré ensuite, grâce à une réduction de la "marge".

Mais Dehaene a encore une autre méthode pour résoudre le problème : tout simplement ne plus assurer de financement alternatif. Le projet "Contrat d'avenir" stipule que l'objectif d'abaissement du coût salarial doit être réalisé par une "harmonisation de la cotisation patronale" belge "avec celle des trois principaux partenaires commerciaux". Il ajoute: "Là où nécessaire, compensation par financement alternatif de la Sécurité sociale". Pour la première fois, le financement alternatif même est mis en cause. Conséquence logique de l'échange du financement sûr contre un financement incertain.

## Il faut maintenir les cotisations patronales

**Georges Vandersmissen**, secrétaire régional FGFB de Liège-Huy-Waremme : «A titre personnel, je suis totalement opposé à la thèse de la diminution des cotisations patronales à la Sécu. Dans tous les cours syndicaux, j'ai expliqué que c'était un salaire différé, et un syndicaliste ne peut accepter une baisse de salaire. Je ne crois pas à la thèse selon laquelle une diminution du coût salarial global entraînera une augmentation du volume de l'emploi» (Interview dans Solidaire 46/95).

**Hedwige Peemans-Pouillet**, rédactrice en chef d'"En marche", la revue francophone des Mutualités Chrétiennes : «L'idée que les cotisations sociales patronales freineraient l'embauche des personnes peu qualifiées est surtout le résultat d'une politique de l'impôt par rapport aux résultats d'exploitation. (...) Les cotisations sociales sont à la protection sociale ce

qu'est l'indexation salariale aux coûts de la vie. Nous accordons tant d'importance à l'indexation parce que nous voulons préserver notre pouvoir d'achat, c'est-à-dire que nous voulons éviter que les coûts de la vie et les salaires évoluent différemment. La même chose vaut pour les cotisations sociales dans la Sécurité sociale : nous voulons éviter que le coût des dépenses de la Sécurité sociale n'augmente à un rythme qui ne suive pas celui de nos salaires.» (Dans "Réformer la Sécurité sociale?", H. Peemans-Pouillet, 1995).

**Miel Kooyman**, secrétaire régional FGFB de Gand-Eeklo, pendant la rencontre de la FGFB avec les partis socialistes : «En ce qui concerne la diminution des charges salariales, les militants sont très sceptiques. Une diminution des coûts salariaux, c'est un cadeau au patronat, sans qu'il y ait des résultats en matière d'emploi».

## Les bénéfices de 1995

### Entreprises belges:

Petrofina : .....	11,6 milliards (+ 10 %)
Solvay : .....	12,4 milliards (+ 56 %)
G-banque : .....	13,7 milliards (+ 8 %)
Bekaert : .....	3 milliards (+ 10 %)
CBR (ciment) : .....	5 milliards (+ 40 %)
Royale Belge : .....	6,2 milliards (+ 12,2 %)
Electrabel : .....	25,2 milliards (+ 13 %)
Powerfin : .....	7,7 milliards (+ 9,6 %)
BBL : .....	8,9 milliards (+ 15,3 %)
KB : .....	11,55 milliards (+ 10 %)
UCB : .....	3 milliards

### Multinationales dans le monde :

Bayer : .....	50 milliards (+ 20,3 %)
BASF : .....	51 milliards (+ 92,4 %)
Hoechst : .....	45 milliards (+ 65 %)
Philips : .....	50 milliards (+ 16 %)
Shell : .....	170 milliards
Ford : .....	123 milliards
GM : .....	204 milliards (+ 38 %)
Caterpillar : .....	34 milliards (+ 19 %)

## Ce qu'exige le patronat

Dans la note FEB du 29 septembre 94, le patronat exige une réduction de deux cents milliards des cotisations patronales à la Sécu. La FEB a "calculé" que "nos" entreprises souffraient d'un handicap de 10 % par rapport aux pays voisins et concurrents (Allemagne, France, Pays-Bas).

Mais évidemment, les ca-

pitalistes allemands, français et néerlandais font exactement la même chose. Les capitalistes allemands ont proposé leur "pacte pour l'emploi". Aux Pays-Bas, le "socialiste" Wim Kok a supprimé la loi sur l'assurance maladie. En France, les plans de réforme de Juppé prennent forme, après une période de résistance.

## Etudes Marxistes

Le programme complet du PTB sur la Sécurité sociale, avec tous les arguments pour exiger le maintien des cotisations patronales, est publié dans Etudes Marxistes n° 27. Ce numéro peut être commandé, en versant 200 francs au compte n°

001-2433847-96. Mentionnez "Etudes Marxistes, dossier Sécu".

Un abonnement à Etudes Marxistes coûte 1.200 francs (10 numéros). Chaque numéro comporte une centaine de pages d'analyses marxistes.

## plus d'emplois ?

emplois, en quatre ans...

d'une rencontre de la FGFB avec les deux partis socialistes (28 novembre 95) semblent bien faire écho à ceux de Peter Praet : «Réduire les coûts du travail n'implique pas automatiquement création d'emplois. Il est vrai que beaucoup de gens ont des doutes. Personnellement, j'estime que si une diminution des coûts du travail est appliquée de manière sélective, c'est un remède qui agit, fût-ce lentement.»

Les patrons ne sont nullement disposés à se lier à une obligation de création d'emploi en échange d'une réduction des charges sociales. Il s'agit d'un non-sens économique, disent-ils. Ils veulent un cadeau et ils le

veulent tout entier.

Le "socialiste" Vandembroucke joue parfaitement le rôle de porte-parole patronal vis-à-vis du monde syndical. C'est le rôle que la bourgeoisie réserve depuis plus de cent ans aux sociaux-démocrates. C'est aussi la raison pour laquelle PS et SP s'efforcent de renforcer leurs liens avec le syndicat socialiste dans ce débat crucial sur la Sécu.

(1) De Morgen, 5.1.96. (2) La Wallonie, 12.2.96. (3) L'Echo, 28.12.95. Ndlr. : 1 sur 0,3 signifie qu'on promet 3 % d'emplois créés pour une diminution des charges sociales de 10 %; 1 sur 0 signifie qu'on ne créera aucun emploi malgré la diminution des cotisations sociales.

## Avec l'argent de qui ?

Le PTB avance le mot d'ordre : "Sauver la Sécurité sociale avec l'argent des riches". C'est tout à fait correct. Mais il faut y ajouter : "et celui des patrons". Notre dossier montre que la réduction des cotisations patronales est l'objectif principal du patronat. Les patrons veulent coûte que coûte réaliser une percée dans ce domaine. Donc, les syndicats et le monde du travail doivent aussi faire du rétablissement des cotisations patronales leur revendication principale.

Les trotskistes tentent de dévier la lutte en proposant l'augmentation de l'impôt sur les fortunes. Le programme fiscal en six points du PTB prône aussi l'augmentation de

cet impôt. Mais le programme du PTB constitue un ensemble, qui s'en prend aux bénéfices des entreprises et aux fortunes. Il vise à permettre à l'Etat d'assumer ses obligations complémentaires aux cotisations sociales. En outre, en limitant la lutte à la revendication d'une hausse de l'impôt sur les fortunes, les trotskistes dépannent la social-démocratie. Ils rejoignent "la gauche" au sein du PS et du SP. Un Philippe Moureaux plaide bruyamment pour "un impôt sur les grandes fortunes". Cette démagogie n'a d'autre but que d'entraîner les socialistes sincères dans le giron de la social-démocratie et de dévier leur attention de la question essentielle.

# L'Allemagne mène la danse vers Maastricht II

Les Quinze en conférence à Turin : vers un super-Etat européen

**Eclatera ou éclatera pas ? Le sommet européen qui a commencé la semaine passée à Turin (et qui se poursuivra jusqu'en 1997) décidera de la profondeur, de l'étendue et de la forme que prendra l'Union européenne pour entrer le 21ème siècle.**

Jo Cottenier

Le sommet s'est fixé une double tâche : «améliorer le fonctionnement des institutions et préparer ainsi l'entrée d'une nouvelle série de pays dans l'Union européenne». Ce qui semble à premier abord très technocratique cache en fait de sérieuses contradictions. On peut s'attendre à de dures confrontations entre les visions opposées sur l'avenir de l'Europe.

## L'enjeu central : la vision allemande de l'Europe

Déjà en 1991, le Traité de Maastricht avait prévu une nouvelle conférence intergouvernementale en 1996 pour juger le fonctionnement du Traité. La plupart des gens connaissent du Traité, les fameuses "normes de Maastricht", qui dictent les économies budgétaires dans toute l'Europe et qui devraient ouvrir la voie vers la monnaie unique. Mais "Maastricht" contient deux autres piliers : l'un politico-militaire et l'autre juridique. La révision de ces deux derniers volets sera surtout au coeur des débats de Maastricht II. L'évaluation du volet monétaire et de l'alignement des différents pays sur les "normes" ne se fera que début 1998. Seraient alors sélectionnés les pays qui répondent aux critères de Maastricht et qui rentreront le 1 janvier 1999 dans l'Union monétaire. Entre-temps, Maastricht II devrait fixer le cadre politique. L'Allemagne a toujours défendu qu'une monnaie unique est impossible sans une ferme unification politique, sans une sorte de super-Etat européen, aux pouvoirs renforcés. L'enjeu central des négociations qui ont commencé à Turin est là : l'Allemagne parviendra-t-elle à imposer sa vision politique de l'Europe ?

## 1991 : les "normes de Maastricht"

Lorsque Maastricht I s'est négocié, le Mur de Berlin s'était écroulé depuis un an et l'annexion de l'Allemagne de l'Est était à l'oeuvre. L'Allemagne étalait à grand jour ses nouvelles ambitions qui s'avéraient être les mêmes que les anciennes : la porte pour une expansion vers l'Est était désormais largement ouverte. Mais l'Allemagne ne savait pas encore combien de temps il faudrait pour "digérer" la réunification. Dans cette situation, Mitterrand entretenait l'illusion qu'il pouvait "enfermer" l'Allemagne dans un projet

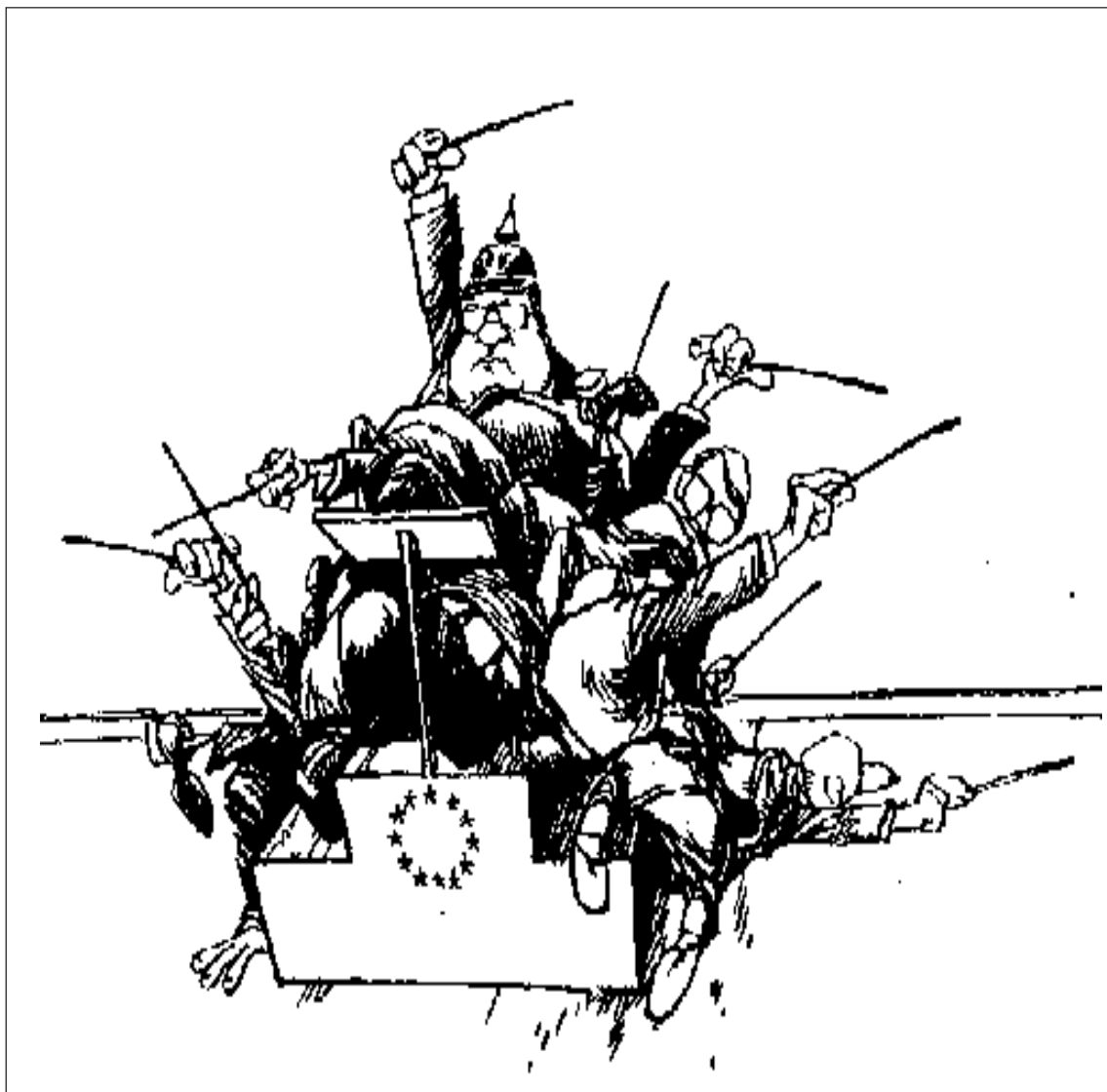
de monnaie commune. Si l'Allemagne devait abandonner le Mark pour l'ECU (la monnaie européenne), elle devait en même temps abandonner sa position monétaire et économique dominante au profit de décisions communautaires. La France espérait ainsi "contrôler" l'ascension fulgurante de sa rivale.

L'Allemagne a accepté avec réserve la perspective de monnaie unique. Mais uniquement parce qu'elle n'était pas encore sûre de pouvoir imposer ses conditions. Elle a arraché des critères très stricts (les fameuses normes) et une Banque centrale européenne à l'image de la Bundesbank. Mais le cadre politique pour imposer la discipline monétaire n'a pu se réaliser à Maastricht, à son grand regret. L'Angleterre par contre, a compris d'emblée que le passage à la monnaie unique allait inévitablement servir de levier pour frayer le chemin vers cette union politique et militaire, qui donnerait un poids international écrasant à la nation la plus forte, l'Allemagne.

Le progrès réalisé à Maastricht dans les structures politiques a été faible. Le Traité prévoit la mise en oeuvre graduelle d'une politique étrangère commune, «y compris la définition à terme d'une politique de défense commune qui pourrait conduire, le moment venu, à une défense commune». La perspective d'un rapprochement entre l'Union européenne et l'organisation militaire l'UEO a été seulement énoncé. Dans toutes les matières décisives, le droit de veto persiste et le parlement européen reste retranché dans son rôle de conseiller, sans pouvoir réel.

## Une Europe à trois vitesses

Entre-temps, l'Allemagne a digéré l'ex-RDA et sa ruée vers l'Est fait pâlir ses concurrents. Le Deutsche Mark domine sans conteste l'Europe et le franc français a évité à plusieurs reprises la dévaluation grâce au soutien de la Bundesbank. Un soutien que la Bundesbank a refusé en septembre 1992 à la lire italienne et à la livre britannique. Quand l'Allemagne a lancé elle-même une spéculation contre la lire et la livre sterling — qui les a obligés à dévaluer — certains observateurs en ont conclu que l'union monétaire était morte parce que l'Allemagne n'en voulait pas. C'est faux. L'Allemagne poursuit une image bien précise d'une Europe à trois vitesses. D'abord un noyau fort, soudé fermement par une monnaie



commune, aussi forte ou même plus forte que le Mark. Le trio Kohl (chancelier), Waigel (ministre des Finances) et Tietmeyer (Bundesbank) répète à qui veut l'entendre qu'il n'est pas question de reculer sur les normes de Maastricht. Au contraire dit Waigel : ceux qui adhèrent à l'union monétaire doivent signer un pacte de stabilité qui fixe l'objectif futur des déficits budgétaires non plus à 3 % mais à 1 %. Ce noyau, autour de l'axe franco-allemand, formerait aussi l'épine dorsale de l'union politique et militaire. Les autres Etats de l'Union actuelle formeraient un deuxième cercle. Le troisième serait composé des futurs adhérents qui se pressent à l'Est. Comme puissance dominante, l'Allemagne imposerait ainsi son hégémonie à l'ensemble.

## Comment garder le contrôle ?

Il ne sera pas simple de combiner suffisamment de flexibilité pour articuler cet ensemble et suffisamment de discipline et de pouvoir de décision pour que le tout ne sombre pas dans l'immobilisme. C'est le problème que la conférence intergouvernementale essaie de résoudre malgré les positions très différentes. Pour avancer plus vite avec un noyau dur et éviter les blocages, les "Euro-fédéralistes", comme l'Allemagne et la Belgique, veulent briser le droit de veto et remplacer le principe de l'unanimité — qui

prévaut toujours pour les matières les plus importantes — par le vote à majorité qualifiée (54 sur 76 voix). Ils veulent donner plus de pouvoir de décision aux organes européens, comme la commission ou le parlement, par rapport aux organes intergouvernementaux (le conseil des ministres). A l'autre bout se trouve l'Angleterre, qui selon une heureuse expression «veut ralentir le train, mais n'a jamais raté le dernier wagon». Sans jouer le jeu anglais, les fervents Européens veulent aussi des règles suffisamment souples et des possibilités d'adhésion sélective, pour permettre l'adhésion des pays de l'Est et une Europe à plusieurs vitesses. C'est le premier enjeu de Turin : revoir les mécanismes de décision et de fonctionnement. En même temps, sera relancé le support populaire à l'Europe unifiée, car le Traité révisé sera soumis à des référendums dans plusieurs pays. Ce support s'est de plus en plus effrité, à mesure que les conséquences du Traité de Maastricht se faisaient sentir. Pour regagner la confiance, quelques pouvoirs en plus seront accordés au parlement pour donner l'illusion que la "démocratie" est sauvée. Certains veulent aussi que la conférence intègre un volet social. L'Allemagne s'y oppose, car elle ne veut pas que la conférence multiplie les divergences. Elle veut se concentrer sur l'essentiel : l'unification politique et militaire. L'Allemagne veut faire couvrir sa politique étrangère expansionniste par l'autorité de l'Union

européenne comme en Yougoslavie. C'est l'Allemagne qui a forcé la main, et à l'ensemble de l'Europe et aux Etats-Unis pour faire éclater la Yougoslavie.

## Une politique étrangère commune

En prétextant l'impuissance européenne dans le conflit yougoslave, l'Allemagne veut maintenant imposer les instruments d'une politique extérieure commune ainsi que les instruments militaires pour la faire respecter. L'Eurocorps, l'embryon d'une armée européenne existe déjà depuis 1993. Lors des tests nucléaires français, Chirac a fait miroiter la mise sous commandement européen de son arsenal nucléaire pour avoir le soutien allemand. L'armée allemande elle-même s'est rapidement convertie en une force d'intervention rapide et a opéré pour la première fois à l'étranger en Yougoslavie. L'Allemagne veut que la conférence intergouvernementale pose les jalons importants d'un commandement européen opérationnel. La Belgique soutient à fond cette demande d'une intégration complète de l'Union européenne (union politique et économique) et de l'Union européenne de l'Ouest (UEO), l'appareil militaire. Si Maastricht I a créé le cadre et les instruments de l'union monétaire, Maastricht II veut créer, sous l'égide allemande, le cadre et les instruments pour intervenir comme superpuissance dans le monde.

# "Lumière Noire" en exclusivité à Bruxelles

Med Hondo présente son film (Centre International, 21/4, 15 h)

**"Lumière Noire" raconte l'histoire d'une bavure policière dans un aéroport parisien. L'ami de la victime décide de dénoncer ce crime.**

Hilde Meesters

L'ingénieur à Air-France, ami de la victime, apprend que le seul témoin du crime est un jeune Malien qui a vu la scène depuis le dernier étage d'un hôtel, avant d'être expulsé par charter, avec centaine d'autres Africains. Il s'envole alors pour Bamako à sa recherche. Une aventure hallucinante mais malheureusement quotidienne a commencé. Med Hondo a porté à l'écran le roman du même nom de Didier Daeninckx (1) et l'a présenté lors du Festival du film panafricain de Ouagadougou, en mars 1995. Dans une interview accordée à Solidaire, il jette un regard critique sur l'ensemble du paysage cinématographique. «Nous devons cesser d'accepter ce que les autres disent de nous. Nous ne nous demandons jamais : quelle image devons-nous avoir de nous-mêmes, nous les Africains ? L'impérialisme a déformé notre passé, notre histoire, et cela continue encore. (...) Nous, cinéastes, devons nous unir et défendre activement notre li-

berté de faire des images, des films qui sont à nous.» (2) Une revue française donne un aperçu du film : «Cinéma militant pas mort. Cinéma poil à gratter jeté dans le dos de notre belle démocratie, de notre France patrie des droits de l'homme. La lumière noire, c'est le processus de l'obscurcissement de la vérité. Voici comment, au nom de la raison d'État, on maquille une bavure policière, non sans éliminer au passage des témoins gênants. Un vrai polar — le premier polar africain — avec, comme toile de fond, ou plutôt habile contrepoint, la vague d'attentats de 1986, qui, de l'aéroport d'Orly à la Seine-Saint-Denis, en passant par le Mali, nous balade dans les arrière-cours pas très reluisantes de la police et de la justice. Pure fiction ? Oui, Med Hondo adapte le roman de Didier Daeninckx. Mais quand on sait qu'il aura fallu six ans et une bonne dose de ténacité pour financer son film et obtenir les autorisations de tournage, on se dit que "Lumière Noire" ne doit pas être si loin de la réalité.» (3)



Affiche du film "Lumière Noire" de Med Hondo. Projection unique à Bruxelles le 21 avril à 15h, au Centre International.

Si Lumière Noire n'est jamais passé dans le circuit commercial, c'est que le thème dérange, qu'il lève le voile sur la manière indigne dont les réfugiés sont accueillis en Occident (lisez : enfermés et déportés). La projection au Centre International (boulevard Lemonnier 171, 1000 Bruxelles) est une chance unique de voir ce film

superbe. Après la projection, Med Hondo s'entretiendra avec le public de son oeuvre, de son engagement et du rôle du cinéma africain.

1. Le livre "Lumière Noire" de Didier Daeninckx est en vente à la Librairie Internationale, bd M.Lemonnier 171, 1000 Bruxelles. Tél. 02/513.69.07. 2. Solidaire n° 12, 22.3.1995. 3. La Vie, n° 2571, 8.12.94

## «En Chine, je me sentais chez moi»

Une Zimbabwéenne à la conférence des femmes en Chine

Hilde Meesters

La féministe zimbabwéenne Patricia Mc Fadden a participé en septembre à la conférence des femmes en Chine. Dans le numéro "Femmes en lutte" de Solidarité Internationale (voir bon en colonne), elle décrit comment cette expérience fut un tournant dans sa pratique politique personnelle et dans sa vie. En se promenant le soir dans Pékin, elle se rappelait la propagande affreuse que Human Rights Watch avait envoyée aux organisations de femmes. Des dépliants et des brochures conseillaient aux femmes de ne pas sortir seules et de ce qu'il faut faire en cas d'arrestation par la police et/ou par la sûreté... «Je me rappelais soudain le fait que moi, femme noire aux dread-locks, totalement étrangère au peuple chinois, n'avais pas encore dû m'arrêter et/ou n'avais pas été fouillée pendant tout ce temps où j'étais en Chine. Je n'étais pas suivie, je ne me suis pas sentie mal à l'aise. (...) J'étais de plus en plus étonnée de tout ce que



Patricia Mc Fadden (Zimbabwe)

les Chinois avaient fait pour nous accueillir dans leur pays. (...) Je me rappelais que les Chinois nous ont soutenu — nous, Africains, des inconnus pour eux — pendant toutes ces années de lutte contre l'apar-

theid, contre le colonialisme portugais et britannique et contre la complicité de l'impérialisme américain sur notre continent. Et pourtant, ils ne nous devaient absolument rien. Ils ne sont jamais venus chez

nous pour capturer des esclaves ou en tant que maîtres coloniaux, niant notre dignité humaine, notre personnalité, en nous tuant, en nous violant. Le peuple chinois n'a jamais profité du pillage des richesses et des matières premières africaines et jusqu'à présent, il ne vient pas chez nous pour déverser ses déchets toxiques. Le peuple chinois n'a jamais colonisé l'Afrique, mais quand nous avions besoin d'eux, ils nous ont donné leur soutien. Voilà comment moi je vis la Chine. J'admire le peuple chinois pour son attitude devant les attaques impérialistes visant à conquérir leur société et à en faire un système d'esclavage, comme ils l'avaient fait en Afrique. C'était comme si je rentrais "chez moi".»

Vous trouverez l'article complet, avec d'autres sur le combat des femmes aux Philippines, en Inde, au Mexique, en Palestine, au Zimbabwe et au Rwanda, dans le numéro de mars de Solidarité Internationale. A commander via le bon ci contre.

### EN BREF

#### Commémoration du génocide rwandais

7 avril 1994 - 7 avril 1996

Un génocide planifié s'est déclenché au Rwanda le 7 avril 1994. Samedi 6 avril, la Ligue Anti-impérialiste veut honorer les victimes du génocide et dénoncer les responsabilités du gouvernement belge. La pétition ci-dessous sera proposée.

**Bruxelles** : 6 avril, 12 à 17h. Reconstitution d'un village rwandais. Vente d'oeufs de Pâques. Tél. : 02/513.53.86.

**Liège** : dimanche 31 mars et 7 avril : action Rwanda et vente d'oeufs de Pâques. De 10 à 14 heures.

#### Pétition

Le 7 avril 1994 a commencé un génocide bien préparé au Rwanda. Deux ans plus tard, les principaux responsables sont toujours en liberté. De plus en plus, on tente de minimiser la mort d'un million de Rwandais et de discréditer le nouveau gouvernement, en lançant des rumeurs au sujet de nouveaux massacres. Le gouvernement belge, qui a toujours soutenu le régime génocidaire d'Habyarimana, était au courant de la préparation du génocide, et ce, des mois à l'avance.

Le (la) soussigné(e) soutient les revendications suivantes ainsi que l'organisation du tribunal sur le Rwanda en automne 1996 à Bruxelles, avec des témoignages de rescapés et de spécialistes.

1. Pas de réconciliation sans justice. Tous les responsables doivent être livrés à la justice : le Tribunal International ou les autorités rwandaises.

2. Le génocide ne peut être oublié. Pas de droit à la parole pour ceux qui nient le génocide. Pas de réhabilitation pour les responsables.

3. La France et la Belgique doivent reconnaître leurs responsabilités dans le génocide. Par conséquent, à côté de programmes d'aide, le gouvernement belge doit payer des dédommagements.

4. Je trouve que les pays du tiers monde doivent recevoir des prix justes pour leurs matières premières. Alors que les multinationales font d'énormes bénéfices, les chutes successives des prix du café ont provoqué au Rwanda, entre 1986 et 1992, une baisse énorme des revenus.

Nom et prénom :

Adresse :

Code postal : Commune :

Téléphone :

Profession/Ecole :

Tenez-moi au courant du tribunal sur le Rwanda et des autres activités à ce sujet.

#### Solidarité Internationale

Bon à renvoyer à la LAI, rue de la Caserne 68, 1000 Bruxelles. Tél. : 02/513.53.86

Nom et prénom :

Adresse :

Code postal : Commune :

Téléphone :

Travail/Ecole :

Je prends un abonnement annuel à Solidarité Internationale (10 numéros) et verse 750 F.

Je prends un abonnement de soutien et verse 1000 F.

Je suis étudiant/chômeur et verse 650 F.

Je commande le numéro "Femmes en lutte" (80 F + port)

Vous recevrez un formulaire de virement en même temps que votre commande.

## EN BREF

## Autriche

## On défend la Sécu

Le nouveau gouvernement autrichien, composé de sociaux-démocrates et de conservateurs, veut poursuivre la politique d'économie de l'équipe précédente. L'Autriche doit en effet satisfaire aux normes de Maastricht pour 1998. C'est surtout la fonction publique qui est menacée, avec la suppression de vingt mille emplois en 1996, un gel des salaires et l'alignement des retraites sur le régime général.

Des dizaines de milliers d'étudiants manifestant dans les rues de Vienne, des universités en grève et des organisations de femmes en colère sont décidés à défendre les acquis sociaux. Les étudiants, soutenus par leurs profs, ont annoncé une grève illimitée pour protester contre les coupes prévues dans les prestations sociales (actuellement, les allocations familiales et l'assurance-maladie gratuite sont accordées jusqu'à 26 ans, les transports publics et études universitaires sont gratuits). Des jeunes mères ont déversé des corbeilles de couches de bébés — "avec leur contenu" — devant la chancellerie pour protester contre la baisse des allocations familiales et la réduction du congé parental rémunéré à un an et demi au lieu de deux ans. (Le Monde, 17.3)

## Afrique

## La méningite fait rage

Dans le tiers monde, plus de 35.000 enfants meurent quotidiennement de sous-alimentation et de maladie, à cause de la misère indissociablement liée au système d'exploitation capitaliste. Partout, les plans d'adaptation structurels du FMI conduisent au démantèlement complet des équipements sociaux. Par manque d'eau potable, de bonnes conditions d'hygiène, de soins adéquats et de médicaments bon marché, les épidémies frappent sans pitié. «Le bureau régional de l'Organisation Mondiale pour la Santé fait état de près de 5.400 décès suite à une épidémie de méningite dans dix pays africains. Ces chiffres seraient, selon des experts, nettement inférieurs à la réalité. L'épidémie sévit au Nigeria, au Burkina, au Niger, au Mali et au Tchad. Des cas sont observés au Bénin, au Togo, en République centrafricaine, en Tanzanie et au Cameroun. Au Nigeria, elle se double d'une épidémie de choléra et de rougeole.» (Le Monde, 23.3)

La comparaison avec Cuba est frappante. Le socialisme y assure la gratuité des équipements sociaux et médicaux. Conséquence : la population y est en bonne santé. Les scientifiques cubains ont aussi mis au point un vaccin contre la méningite qui a été immédiatement boycotté par l'Occident...

## Amérique latine

## Travail des enfants : pire

Une étude de l'Unicef montre qu'en Amérique latine, 16 à 18 millions de jeunes (de treize à dix-sept ans) doivent travailler pour survivre. Les chiffres réels sont sûrement plus élevés : beaucoup ne sont pas déclarés et les moins de douze ans ne sont passomisés à l'étude.

Au Brésil, 32,5 % de la main-d'oeuvre est composée de jeunes adolescents : cireurs de chaussures, travail agricole, vendeurs de rue. Ils ne peuvent aller à l'école car l'enseignement coûte cher et le revenu de leurs parents est trop faible. Seul pays de la région à échapper à ces fléaux : Cuba, où l'enseignement est entièrement gratuit (y compris repas et uniforme), de la maternelle à l'université. (L'Écho, 19.3)



La santé reste une priorité pour Cuba malgré l'embargo des USA (photo Kris Pannecoucke)

## Sida à Cuba ?

## Reportage anticommuniste

**Vu à la RTBf : le reportage "Le socialisme ou la mort" montre des musiciens cubains du groupe "Rockers" qui, en 1989, se sont injecté du sang contaminé par le virus du sida. Qu'en est-il vraiment ?**

Geert Top

Ces musiciens utilisaient leur musique pour exprimer leur aversion du système cubain. Selon eux, ils étaient persécutés par la police parce qu'ils portaient cheveux longs et boucles d'oreille. Beaucoup d'entre eux sont frappés par la maladie et certains y ont déjà succombé... L'occasion pour les reporters suédois de critiquer le système cubain et son approche du problème du sida. Qu'en est-il ?

Fin 1995, il n'y avait à Cuba que 1.196 séropositifs. Pour une population comparable, dix fois moins qu'en Belgique, et ce sans dépistage actif ! A Cuba, il existe des sanatoriums pour

séropositifs et malades du sida. Les séropositifs sont suivis de près pour pouvoir les traiter rapidement si une thérapie était mise au point. Par la suite, le programme s'est élargi en proposant des soins en dehors des sanatoriums. Mais seulement 119 des 909 séropositifs connus à cette date ont opté pour cette solution.

Les sanatoriums assurent des soins médicaux permanents, proposent des pavillons individuels pour les couples, des compléments alimentaires. On y conserve son salaire, que l'on travaille ou non. Toute l'approche vise à assurer le meilleur accompagnement aux séropositifs, à tous les niveaux, et à éviter que le sida devienne un

grand problème de santé. Malgré le blocus, cet aspect des soins de santé reste une priorité à Cuba, grâce au socialisme ! Il faut situer la réaction des Rockers dans le contexte historique cubain de 1989. Outre le blocus imposé par les Etats-Unis, le pays a soudain perdu le soutien du bloc de l'Est. Pour la population cubaine, le changement n'a pas tardé à se faire sentir. Les moins motivés ont été les premiers à se plaindre. Les Rockers pensaient qu'un traitement contre le sida serait mis au point après quelques années. Ils ont choisi de vivre dans le milieu protégé du sanatorium plutôt que de devoir subir le double blocus ou de devoir faire un effort pour la société.

**Brochure sur le Sida et Cuba.** L'auteur, Geert Top, a visité un de ces sanatoriums. A commander à Médecine pour le Tiers Monde, rue de la Caserne 68, 1000 Bruxelles.

## Le "paradis" de Fujimori s'effondre

Le gouvernement péruvien voulait faire croire, via une énorme campagne publicitaire, que le Pérou est un État "prospère". Mais pour la population démunie, le déplacement quotidien au marché devient un véritable calvaire. Même la presse péruvienne, qui fait normalement l'éloge du président Fujimori, juge la situation économique catastrophique. Une enquête sur quelques marchés importants de la capitale, du quotidien La Republica montre que les hausses de prix touchent tous les produits de base : en un mois (janvier 1996), le prix des pommes de terre a augmenté de 140 %, celui du riz de 57 %, les oeufs de 48 %, le poulet de 33 %, l'huile de 29 %, le lait de 35 %, les tomates de 100 %, les oignons de 100 % et les carottes de 150 %. (ElDiario Internacional, mars 96)

## Pologne : staliniens condamnés

La Pologne poursuit des membres de l'ancienne Sûreté. Après la Seconde Guerre mondiale et surtout la guerre civile de 1947-48, quand des forces réactionnaires ont tenté de renverser le socialisme, ils ont interrogé des criminels de guerre. L'ex vice-directeur de la Sûreté, Humer, et d'autres viennent d'être condamnés à des peines de trois à huit ans pour ces interrogatoires.

Les accusés ont déclaré n'avoir aucun regret pour leur passé. Humer a rappelé que la guerre civile avait coûté la vie à cinquante mille personnes et qu'il avait la tâche de découvrir vite la vérité. Son père, un communiste, a été assassiné par des unités d'un "Front de la Forêt" réactionnaire. Ses collaborateurs ont été les témoins oculaires des crimes de ce front contre le système socialiste. (Neues Deutschland, 12.3.96)

## Inondée, la Corée socialiste mobilise

## L'après Kim Il Sung : conférence à Bruxelles (13 avril)

Catherine Dijon

«A Anju, cité industrielle de 220.000 habitants, j'ai arrêté un homme à vélo. Il a deux enfants. Il ne connaît pas exactement sa ration de riz : "Ma femme s'occupe de cela". Elle est probablement moins tourmentée qu'avant, mais cela ne le tourmente pas. Il n'a pas faim, ajoute-t-il.» Bernard Krisher, journaliste américain, raconte sa visite en République Populaire Démocratique de Corée (RPDC) du 5 au 12 mars (1). Après les inondations qui ont ravagé le pays en août, il a lancé une campagne d'aide alimen-

taire, via Internet. Il a acheminé un convoi (le deuxième), de 260 tonnes de riz.

«J'ai rencontré Trevor Page, dirigeant du Programme Alimentaire Mondial (Nations Unies), poursuit Krisher. Il déclare le système de distribution nord-coréen très efficace, apparemment équitable et fiable. Bien meilleur que dans d'autres pays. Page a demandé à un colonel nord-coréen ce qu'il pensait de l'accusation selon laquelle les militaires auraient détourné l'aide. "Comment cela se pourrait-il quand ma mère, mon père, mes frères et mes soeurs sont tous des

civils ? Pensez-vous que nous laisserions nos proches sans nourriture ?" a répondu le colonel.

A Huichon, ville industrielle de 220.000 habitants, nous avons acheminé dix tonnes de riz dans un centre de distribution. J'ai personnellement distribué le riz à cinquante personnes, selon la taille de leur famille. Elles ont tout perdu et vivent dans des camps en attendant que leurs maisons soient terminées. Les dix chaudières de l'hôpital de Huichon ont été détruites par les eaux. L'hôpital est trop froid pour accueillir les patients et la plupart sont traités à domicile.

Les médecins de l'hôpital sont toute la journée en visite.»

**Kim Son Ryong** (délégation générale de la République Populaire Démocratique de Corée en France) donnera une conférence au Centre international, bd Lemonnier 171, Bruxelles, le 13 avril à 18h. Il témoignera de la façon dont la Corée socialiste, sous la nouvelle direction de Kim Jong Il, qui a succédé à Kim Il Sung, fait face à cette catastrophe naturelle.

1. Internet, <http://www.race.u-tokyo.ac.jp/r/mrosin/flood/index.html>.

# L'Otan interviendra à nouveau, prédit son chef

Principale cible stratégique : l'ex-Union soviétique

De récentes déclarations de Solana, secrétaire général de l'Otan, indiquent que l'intervention en Bosnie n'est que la répétition générale d'une action de plus grande envergure. L'ex-URSS, avec ses grandes réserves de matières premières, est le plat suivant au menu du Nouvel Ordre mondial.

Serge Thiry

Solana qualifie l'intervention en Bosnie de modèle pour de futures interventions. «L'expérience acquise en constituant une force multinationale unique de 60.000 hommes provenant de 30 pays, pourra servir de modèle pour des opérations futures. (Elle doit nous permettre) de monter ce genre d'opérations plus rapidement et avec plus d'efficacité.» (1) La stratégie actuelle de l'Otan, élaborée en 1991, précise que des interventions militaires sont nécessaires à cause de «l'instabilité qui pourrait résulter des difficultés économiques, sociales et politiques graves — parmi lesquelles la rivalité ethnique et les différends territoriaux — auxquelles sont confrontés certains pays du Moyen-Orient et d'Europe de l'Est.» (2)

L'introduction de l'économie de marché libre dans ces pays est cause de chômage, de misère et d'instabilité sociale, ce qui pourrait être à la source de forts mouvements anticapitalistes. Les interventions de l'Otan servent à «restaurer l'ordre et le calme» et à maintenir au pouvoir les gouvernements pro-occidentaux.

Solana met aussi en lumière un autre aspect important de cette politique d'intervention. Depuis 1994, 27 pays ont conclu un traité de collaboration avec l'Otan dans le cadre du Partenariat pour la Paix (PfP). Aujourd'hui, l'intention apparaît clairement : «développer une coopération concrète entre les Alliés et les Partenaires en vue d'exécuter de telles opérations.» (1)

## L'Ouest veut contrôler les énormes richesses de l'ex-URSS

L'ancienne Union soviétique, avec ses énormes richesses en matières premières est un objectif stratégique important pour toutes les grandes puissances.



Soldats de l'Otan en Bosnie. Ce n'était qu'un prélude, dit le secrétaire général de l'Otan. «Nous préparons de nouvelles interventions dans d'autres pays d'Europe de l'Est.»

«Notamment le pétrole de la Caspienne et du Kazakhstan dont certains experts estiment que les réserves sont aussi importantes que celles de l'Arabie saoudite. Beaucoup pensent que la Sibérie et ses immenses richesses minérales constituent une région dont l'importance sera décisive au 21ème siècle. On y voit déjà s'affronter les firmes américaines, européennes et japonaises.» (3)

L'introduction de l'économie de marché libre et la docilité du gouvernement d'Eltsine doivent laisser les mains libres aux multinationales occidentales dans leur pillage. Mais selon les stratégies de l'Otan, «des risques et incertitudes accompagnent le processus de changement en ex-Union soviétique. Les forces armées conventionnelles de l'ex-Union soviétique sont considérablement plus importantes que celles de n'importe quel autre État européen et son arsenal nucléaire n'est comparable qu'avec celui des États-Unis.» (2)

Le contrôle de l'armée russe via le Partenariat pour la Paix et la participation aux opérations de

l'Otan vise à conjurer ce danger. Est-ce un hasard si, en Bosnie, les troupes russes sont commandées par un général américain de l'Otan ? Non, une fois de plus, Solana le démontre lui-même : «La sécurité en Europe ne peut être réalisée qu'avec la Russie, et non en l'isolant. La Russie a décidé d'adhérer au Partenariat pour la Paix (PfP) et un dialogue spécial s'est instauré entre elle et l'OTAN au-delà du Partenariat. Les relations qui se mettent en place avec la Russie constituent le fondement de l'importante participation de la Russie à l'IFOR.» (1) Amadouer la Russie est une chose, mais les projets d'extension de l'Otan jusqu'aux anciennes frontières de l'Union soviétique montrent qu'on prépare la confrontation. Solana : «Le scepticisme de la Russie, quant à la politique d'élargissement de l'OTAN a eu tendance, ces derniers temps, à éclipser ces événements positifs.» (1)

Le risque est grand qu'Eltsine, le pro-occidental, perde en juin les élections présidentielles. L'opposition anticapitaliste croissante parmi la population pourrait amener son successeur

à adopter une attitude plus indépendante. Et même à adopter une série de mesures anti-impérialistes pour mettre un frein au bradage des richesses russes.

## «Da müssen wir hin» (C'est là que nous devons aller).

Dans ce cas, une intervention de l'Otan dans le Caucase, riche en pétrole, n'est pas exclue. En 1994 déjà, l'hebdomadaire allemand Der Spiegel écrivait sous le titre très significatif «Da müssen wir hin» (C'est là que nous devons aller) : «Plutôt que dans les Balkans, Bonn préfère envoyer ses soldats dans le Caucase.» (4) Quand Solana parle de la préparation de futures interventions, il ne fait aucun doute qu'il pense à une attaque en Russie.

(1) Javier Solana. Une nouvelle orientation. Revue de l'OTAN, n° 2, mars 1996, p.3-6. (2) Revue de l'OTAN, n°6, décembre 91, pp.19-32. (3) Michel Collon, Thèses sur la Yougoslavie, Études Marxistes, décembre 95, pp.47-70. (4) Der Spiegel 45/94.

## AGENDA

### Bruxelles

**Samedi 6 avril, 14 h 30**

«La Corée du Nord». Conférence par Catherine Dijon. Vidéos. Rue Royale 247, 1210 Bruxelles. PAF : 80 F. Org. : Association Belgique-Chine asbl. Renseignements : & 02 / 217 10 62.

**Samedi 13 avril, 14 h**


«Un autre regard sur Schaerbeek» Visite alternative des quartiers immigrés. Rendez-vous : La Clé, Chaussée de Haecht 276, 1030 Bruxelles. Réservations : 02 / 245 98 50.

### Paris (France)

**Samedi 13 avril, 14 h 30**

«Le processus contre-révolutionnaire en URSS et dans les pays de l'Est depuis la fin des années 50». Conférence-débat par Ludo Martens, auteur de «L'URSS et, la contre-révolution de velours». 94, rue Jean-Pierre Timbaud, Paris 11°. (Métro Couronne ou Parmentier). Org : Université Marxiste à Paris.

### Annonce publicitaire

Au Centre International   
Bd M.Lemonnier 171, 1000 Bruxelles 02/5137941

Jusqu'au 6 avril. Entrée libre. 12-18h.

EXPOSITION DE PHOTOS DE  
Mustapha ZOUBIR :  
'Alger, la vie continue'  
Été 1995 en Algérie.

5 avril, à 20h. En français. 90F.

Dix ans de lutte contre la  
violence raciste en France  
Saïd BOUAMAMA  
(France), auteur du livre:  
'Dix ans de marche des Beurs'.

10 avril, à 19 heures. Entrée libre.

Ouverture de l'exposition (avec boum)  
au CAFÉ LO INTERNATIONAL:  
Peintures d'  
Ali BEHARABA

13 avril, à 16h. En français. 60F.

La Corée du Nord sous la  
direction de  
Kim JONG IL,  
après les inondations  
d'août 95  
Par Kim SON RYONG

18 avril, à 20h. En français 90F

Un point de vue croate sur  
l'ex-Yougoslavie  
Par Neven KOVACIC

20 avril, de 10h30 à 16h30  
En collaboration avec les Editions EPO  
Atelier d'écriture pour  
ouvriers et syndicalistes  
Pour toute info:  
M. McGavigan, 02/414.29.88

20 avril, à 18 heures. En français et en  
néerlandais. Entrée libre.

Apéritif Poétique  
Willem M.ROGEMAN, Patricia LAS-  
OEN, Stefaan VAN DEN BREMT.  
Musique: Hilda VAN EYCK.

25 avril, 20 heures. En français. 90F  
En collaboration avec la LAI

L'intégrisme, enfant naturel  
des États-Unis?  
Par Paul VANDEN BAVIERE, journaliste  
au quotidien De Standaard

# Réponse à de mauvais arguments

Pour le refinancement, il faut poursuivre la grève après Pâques

**La majorité des dirigeants syndicaux de l'enseignement ont accepté d'entamer des négociations avec la Communauté française. Un jour à peine après que le décret détruisant 3.000 emplois aura, en principe, été voté ! Négociateur sur base d'un tel décret ne peut aboutir à rien. Il faut continuer notre magnifique lutte. Voici une réponse aux arguments souvent avancés aujourd'hui pour briser le mouvement.**

Georges Moreau

«On ne peut pas continuer indéfiniment; rien ne bouge; il faut débloquent la situation»

La tactique du gouvernement est justement d'attendre que le mouvement s'essouffle. C'est à qui tiendra le plus longtemps. Mais cette tactique est un signe de faiblesse.

Si Onkelinx n'a jamais négocié, c'est parce qu'elle n'a rien à proposer. Elle sait très bien qu'aucune solution n'est acceptable pour les profs hormis le refinancement de l'enseignement. C'est la "Sainte alliance" pour arrêter la grève. Le PRL applaudit Onkelinx; ECOLO est content que la situation soit "débloquée"; la Libre Belgique ouvre ses colonnes à Jean Gayetot...

Toutes les alliances sont bonnes, du moment qu'elles brisent le

mouvement. Derrière leur assurance de façade, ils paniquent. Ils craignent par dessus tout que la détermination des enseignants ne serve d'exemple à d'autres secteurs; que leurs mots d'ordre contre les riches ne s'étendent; qu'une victoire éventuelle des profs ne redonne courage à d'autres catégories de travailleurs. Aujourd'hui, «débloquent la situation», c'est permettre au gouvernement de sortir du pétrin en sauvant la façade "démocratique", de donner l'illusion d'une négociation pour faire reprendre le travail. Il faut donc poursuivre la grève après Pâques, pour le retrait complet du décret (ou son annulation, s'il est voté cette semaine) et en refusant toute négociation dans le cadre du carcan budgétaire. Quand cèderont-ils ? Après une semaine ? Un mois ? Davantage ? La base sera-t-elle prête à tenir assez longtemps ? Nul ne le sait. « Il serait évidemment fort commode de faire l'histoire si l'on ne devait engager la lutte qu'avec des chances infailliblement favorables » disait Karl Marx (1).

Une seule chose est sûre : c'est maintenant que nous sommes



Des étudiants en lutte se sont rendus la semaine dernière à Volkswagen. Ils ont distribué des tracts, discuté avec les ouvriers, aussi préoccupés par l'avenir de leurs enfants. Une initiative qui renforce certainement la solidarité.

forts; c'est maintenant qu'il faut continuer et tenir jusqu'à ce qu'ils cèdent.

«Nous ne sommes pas assez forts»

Certains disent que les professeurs sont incapables d'obtenir des victoires dans la lutte pour le refinancement.

D'abord, ce serait sousestimer la force d'un secteur qui compte, en Communauté française, 127.000 salariés et 960.000 écoliers, élèves et étudiants, sans parler du poids d'un million de parents. Ensuite, rien ne vaut la force de l'exemple pour obtenir la solidarité et pour encourager les autres travailleurs.

Sous cet aspect encore, il faut poursuivre la grève. Allons ensemble vers les usines pour informer les travailleurs, leur montrer que les profs se battent pour le droit à un enseignement démocratique pour tous; que le refinancement ne peut s'obtenir qu'en faisant payer les riches et que ce combat-là doit être celui de toute la classe ouvrière, de tous les travailleurs.

«Et les élèves ?»

Il faut les organiser et les encadrer davantage.

La grève peut être une formidable école, où ils apprennent à s'exprimer, à argumenter, à analyser, à résumer des positions, à rechercher des documents et des informations, à s'organiser...

Jusqu'à présent, beaucoup d'écoles ont hésité à mêler les élèves au mouvement, de peur d'être accusées de les "manipuler". Il est temps de franchir le pas et de les impliquer activement.

«3000 emplois valent bien une petite modération salariale»

Il ne s'agit pas d'une modération salariale, mais d'un saut d'index. On diminue le salaire réel, le pouvoir d'achat. Un saut d'index de 1 %, cela représente, en cinq ans, de 25.000 à 40.000 francs perdus. C'est beaucoup plus que les retenues sur salaire dues à la grève !

On démantèle un des acquis sociaux les plus fondamentaux : la liaison des salaires à l'évolution du coût de la vie.

On invoque la solidarité. Mais c'est la solidarité dans la misère. La vraie solidarité, c'est celle qui s'exprime aujourd'hui dans la lutte pour le refinancement.

Les plans Miller Dohogne ne sont pas "novateurs", comme on le prétend. Ils sont une application du programme gouvernemental que Dehaene veut imposer. En pratiquant le chantage à l'emploi, la bourgeoisie essaye, partout, de faire pression sur les salaires directs et indirects (sécurité sociale). A court terme, cela ne fait que transférer la misère du chômage vers ceux qui ont encore du travail. On ne sauve même pas d'emplois puisqu'on s'engage dans une spirale qui détruit le pouvoir d'achat dans le monde entier, ce qui, à terme, ne fait qu'aggraver la crise économique.

«Tactiquement, on ne peut pas arrêter sur une défaite totale»

D'abord, qui dit qu'il faut arrêter ? Evidemment, si on fait croire aux gens qu'il y aurait des portes de sortie miraculeuses, ils préféreraient cesser la grève. Mais si on leur dit la

vérité — que le saut d'index est un préalable ultra-dangereux, qu'il ne sauve, à terme, aucun emploi — alors la plupart préféreront continuer plutôt que de rentrer dans les écoles.

D'ailleurs, pourquoi parler d'essoufflement quand, dans des régions importantes, on a d'ores et déjà opté pour la poursuite de la grève jusqu'aux vacances, même si le décret est voté mardi. On ne pactise pas en vendant son âme à l'ennemi.

«Le refinancement est impossible; il n'y a pas d'argent; les Flamands ne voudront pas»

C'est le discours des partis au gouvernement et, en premier lieu, du PS. C'est le discours réformiste, qui consiste à classer en "réalistes" et "impossibles" ce que sont en réalité des choix politiques. Le choix d'accepter les diktats de la bourgeoisie au lieu de les combattre.

Le choix d'accepter que des milliards soient là, à portée de la main, dans quelques poches, pendant que les élèves manquent de professeurs et que les bâtiments scolaires tombent en ruine. Le réformisme, c'est accepter comme des "lois éternelles" ce qui ne sont que des lois du capitalisme, les lois d'un système qui peut et doit être combattu.

1. Cité par Lénine dans la préface à la traduction russe des lettres de Marx à Kugelmann, Oeuvres, Tome 12, Editions sociales, Paris 1967, p.108.

## Découvrir l'enseignement sous le socialisme



Eisenhüttenstadt, années 80. «Plus de 1.000 jeunes étudient dans notre écoles polytechnique, y obtiennent le bac ou apprennent un métier. Ce complexe moderne de formation, lié à la pratique en entreprise, rend les futurs techniciens parés pour l'avenir.» Pendant les vacances de Pâques, les 11, 12 et 13 avril, le PTB vous invite à un mini-trip

dans l'ancienne RDA. Programme : Visite de Eisenhüttenstadt, la ville de l'acier, construite autour du complexe sidérurgique de Eko-Stahl, aujourd'hui filiale de Cockerill-Sambre. Quelle école avant et après la chute du Mur ? Rencontre avec des enseignants à Eisenhüttenstadt. Quel lien entre l'école et l'industrie sous le socialisme. Rencontre avec des sidérurgistes. Quels étaient les fondements de l'école sous le socialisme ? Qu'est-ce que le concept de formation polytechnique ? Rencontre avec un ancien responsable de l'académie des sciences pédagogiques de Berlin-Est.

Renseignements pratiques : transport en voiture, logement chez l'habitant ou en auberge de jeunesse. Prix : 4.000 F maximum. Renseignements et inscriptions : Secrétariat national du PTB, boulevard Lemonnier 171, 1000 Bruxelles. Tél. : 02/513.77.60.



# Un débat étudiant international au 1er Mai du PTB

France, Belgique, Cuba : se battre pour quelle société ?

**L'organisation des étudiants du PTB, MML, organise à la fête du 1er Mai un meeting des étudiants sur le thème : "1996 : la lutte des étudiants en Europe, quel choix de société ?".**

Stany Nimmegeers

Au débat du 1er Mai du PTB, MML a invité Manu Bryant, représentant de l'UNEF, qui chapeaute les organisations d'étudiants en France, Hans-Georg Hoffmann, spécialiste est-allemand en matière de système d'enseignement et un représentant de MML. Ainsi que, sous réserve de confirmation, des représentants de la Fédération des Etudiants Francophones (FEF) et de son équivalent flamand, le VVS. Des délégués de France (Nanterre et Lille), Turquie, Portugal, Norvège, Pays-Bas, Allemagne et Russie seront également présents. Une bonne occasion de débattre de la question-clé : quels objectifs pour le mouvement étudiant ?

En Belgique comme ailleurs, nombre de jeunes s'interrogent sur notre société lorsqu'ils subissent la répression pendant les manifestations, lorsqu'on leur répond qu'il n'y a pas assez d'argent pour refinancer l'enseignement, alors que les banques et les entreprises réalisent des bénéfices faramineux. Dans toute l'Europe, les voix s'élèvent, toujours plus fortes, de ceux qui veulent une alternative. C'est aussi le cas en France.

## Les flics représentent quelle société ?

Les étudiants français ont été confrontés de trois manières à la question du choix de société... En octobre 1995, ils sont descendus dans la rue pour exiger cinquante milliards FF (trois cents milliards

FB), l'égalité entre les étudiants français et étrangers, la suppression des facultés privatisées et un meilleur statut pour les étudiants. Ils ont été rapidement rejoints par les cheminots qui s'opposaient à la suppression de six mille kilomètres de chemins de fer, de dizaines de gares et de cinquante mille emplois avant l'an 2000.

Fin novembre, début décembre le mouvement social, que certains considéraient déjà comme plus fondamental que celui de mai 68, s'est étendu à pratiquement toute la population française. Les entreprises publiques et privées participaient aux manifestations monstres dans l'ensemble du pays. En se basant sur le véritable réalisme, à savoir partir des besoins de l'écrasante majorité de la population, en liant leur lutte à celle des travailleurs, les étudiants français ont réussi à obtenir plus d'argent et quatre mille emplois supplémentaires dans l'enseignement. Ils ont refusé la logique des patrons. Ceux-ci affirmaient qu'il n'y avait pas assez d'argent pour assurer un enseignement de qualité à tout le monde ni pour un réseau ferroviaire confortable et développé.

## A Cuba, les étudiants ont leurs délégués au parlement

Le deuxième moment où les étudiants ont pris conscience des limites de la démocratie dans notre société a été très bien exprimé par cette jeune gréviste : «Lorsqu'en



La répression contre la manif des jeunes, à Liège (voir aussi p. 8), souligne la question : l'école au service de quel type de société ?

1990, je descendais dans la rue pour l'enseignement secondaire, je me disais à propos des ministres : "Bon, ils n'ont pas encore bien compris, cela changera". Mais aujourd'hui, tous ceux qui vous disaient alors qu'ils allaient changer les choses, nous jettent à la figure le CIP, ce contrat d'apprentissage très mal rémunéré. Nous nous retrouvons dans la rue. Nous nous excitons parce qu'à nouveau, un tas de choses se décident sans qu'on aie demandé notre avis. Et aujourd'hui, après de nouveaux mois de lutte et quelques nouvelles illusions perdues, beaucoup disent : "Et si nous changions tout ?". (1)

En France aussi, on n'a guère écouté les étudiant. Et la police est intervenue avec une violence

extrême pour briser le mouvement. Quelle différence par rapport à Cuba ! Là, les étudiants sont représentés en tant que tels au parlement pour pouvoir défendre leurs intérêts.

Une autre étudiante française expliquait ainsi la troisième manière dont les étudiants français ont été confrontés au choix de société : «Dans mon université de Nanterre, il faut cinquante millions FF pour rénover les locaux. Je crains donc que les deux milliards annoncés pour l'ensemble du pays ne soient légèrement insuffisants. En outre, qui les payera ? Je crains que, comme pour la Sécurité sociale, cela se fasse encore sur le dos des salariés, des pensionnés et des chômeurs. (2)

Les étudiants français ont très

clairement défini combien d'argent et combien d'emplois il fallait, mais ils ont été beaucoup plus vagues sur la question "où trouver cet argent". Une alternative de financement comme celle présentée par le PTB, un refinancement aux frais des riches, est donc une arme importante pour les étudiants.

(1) L'Humanité (30/11/95). (2) L'Humanité, 06/12/95.



Au 1er Mai du PTB, débat "Enseignement, luttes européennes". Témoignages de Belgique, France, Allemagne, Turquie, Portugal, Norvège, Russie. 14 à 15 h 30.

## Trois mille licenciements dans l'enseignement flamand

Les parlementaires CVP et SP ne convainquent pas les enseignants

Anne-Marie Mels

Celui qui, à une réunion syndicale en Flandre, appelle à s'unir aux enseignants francophones, suscite l'approbation. Pourquoi dès lors n'y a-t-il plus eu de nouvelle manifestation importante ni de grève après le 28 février ?

Parce que les enseignants néerlandophones ont toutes les raisons de se joindre aux actions de grève de leurs collègues francophones. Le parlement flamand se prépare à approuver le verrouillage des nominations. Le nombre d'enseignants nommés ne pourra plus excéder 85 % par école. Dès janvier, les syndicats avaient annoncé que les plans actuels entraîneraient trois mille licenciements, alors que trois mille

emplois ont déjà été perdus depuis 1989.

Le 2 mars, le ministre "socialiste" de l'enseignement Van den Bossche a tracé les grands axes de sa réforme. Les écoles seront regroupées dans de grands "réseaux de coopération". Le nombre des sections sera réduit radicalement. Mais la réforme la plus fondamentale introduit l'autonomie financière via les enveloppes budgétaires. Van den Bossche veut mettre fin au système du tiers payant, selon lequel les ministères paient d'office les dépenses effectuées par les écoles selon les règles. Selon lui, cela conduit à des dépenses excessives.

Mais sa note se garde bien de citer des chiffres. Même la date du 1er septembre, arrêtée pour l'entrée en

vigueur de la réforme, n'est plus citée. Il présente sa note comme "un document d'orientation" à négocier avec les syndicats. Ceci pour éviter que les profs néerlandophones se joignent à l'action de leurs collègues francophones. Pourtant, les "orientations" sont claires : la taille moyenne des groupes d'écoles fusionnées serait de trois à quatre mille élèves et à Anvers, on parle même d'un mastodonte regroupant 10.200 élèves du catholique.

## Venez à des réunions d'enseignants néerlandophones

Deuxième raison de freinage : les dirigeants syndicaux ont organisé

comme unique forme d'action une "tournée chez les parlementaires". Elle aurait pour but de les convaincre de ne pas voter le mini-décret bloquant les nominations. Ce genre d'actions ne mobilise pas car on n'y croit pas. On sait que les parlementaires CVP et SP se sont entendus pour n'accepter aucune dissidence dans leurs rangs lors du vote.

L'aspect positif de ces entrevues entre parlementaires et enseignants, c'est qu'ils permettent à ces derniers d'exprimer leurs critiques sévères. Le 27 mars, Robert Voorhamme, membre SP du parlement et jusqu'aux dernières élections président de la FGTB flamande, est venu défendre le plan Van den Bossche devant la CGSP-Anvers : «Il est impossible

de prendre l'argent où il se trouve, car dans ce cas, il faudrait très souvent le prendre dans sa propre poche». Nombre d'enseignants ont réagi en disant : "Si le SP accepte ce plan, nous ne voyons pas pourquoi ce parti devrait encore exister".

A toutes les réunions CGSP, les enseignants insistent, par contre, pour la reprise des actions. La Centrale chrétienne de l'enseignement s'oppose radicalement au système des enveloppes budgétaires. La lutte n'est certainement pas finie.

Mais aujourd'hui, la présence d'enseignants francophones dans les réunions syndicales en Flandre pourrait apporter l'étincelle nécessaire à déclencher une action commune immédiate.

# Comment nous avons augmenté la vente de Solidaire

## Bonnes initiatives au port d'Anvers et à Volvo-Gand

**La vente de Solidaire aux portes des usines a atteint des scores inattendus à divers endroits ces dernières semaines. En brisant la routine et grâce à des initiatives nouvelles, les militants y ont obtenu des résultats surprenants.**

Riet Dhont

Frans Van Belle est responsable du travail du parti parmi les dockers anversois. «Nous lisons chaque semaine le journal du patronat du port anversois, "Lloyd", explique-t-il. C'est là que nous avons trouvé des informations sur la grève des dockers britanniques de Liverpool. Kris Merckx, le rédacteur en chef de Solidaire, nous avait également signalé qu'il avait vu à la "BBC Newsnight" des images sur cette grève. Nous avons immédiatement pris contact avec Liverpool. Les syndicalistes britanniques nous ont invités à participer à leur rencontre internationale. Dans un tract, nous avons informé les dockers de notre voyage à Liverpool. Une première collecte de soutien aux dockers britanniques a rapporté 6.100 francs.

A Liverpool, nous avons eu de nombreuses discussions avec des dockers en grève. Nous avons noté leurs témoignages et pris de nombreuses photos. Avec un but évident : publier tout cela dans Solidaire. Nous avons ensuite invité une délégation britannique

chez nous et élaboré en urgence un plan d'action au port d'Anvers. La semaine d'action a été présentée à une conférence de presse. La télévision régionale d'Anvers, ATV, était présente. Lors de cette présentation, nous avons vendu 35 exemplaires de Solidaire comprenant deux pages de reportage-photos sur la grève. Les grévistes de Liverpool sont alors venus à leur tour rendre visite au syndicat du port. Ils y ont été accueillis à bras ouverts. Ils ont reçu du soutien financier. Pendant trois jours, les dockers britanniques ont parcouru le port pour préparer un grand meeting de solidarité à Anvers. Ces journées étaient très instructives. Nous avons vendu au total 92 journaux et les dockers ont recueilli 17.960 francs de soutien.

Les mêmes menaces que celles qui ont frappé Liverpool pèsent sur le port d'Anvers : licenciements, réduction du nombre des dockers, flexibilité et pression accrues pour ceux qui restent, emplois temporaires et intérimaires... Notre campagne de solidarité a provoqué un véritable choc. Les dockers



Frans Van Belle : «Notre campagne de solidarité pour les dockers de Liverpool a causé un choc.»

anversois ont soudainement été confrontés à ce qui les attend. Ils se sont réveillés et leur fatalisme s'est transformé en colère et détermination : "Nous devons prendre les choses en main. Il ne faut pas se laisser faire".

Nous avons appris que nous devons suivre de près tout ce qui se passe dans le monde portuaire. En tant que communistes, nous avons la responsabilité de saisir chaque grève de collègues dans le pays ou à l'étranger pour lancer des actions de solidarité et prendre des initiatives mobilisatrices. A cet effet, le journal Solidaire est le moyen de communication par excellence. Il a eu du succès.»



Lydie Neufcourt : «Nous avons récolté plus de 300 cartes postales à la porte de Volvo.»

### 300 cartes pour les grévistes d'Opel

Lydie Neufcourt est secrétaire politique du PTB en Flandre orientale. Depuis des années, elle propose tracts et journaux aux portes de Volvo-Gand. «Dès que nous avons appris qu'une grève s'annonçait à Opel-Anvers, précise-t-elle, c'était l'effervescence dans notre groupe. Il faut battre le fer tant qu'il est chaud. Volvo-Gand ne devait pas rester indifférent devant cet événement historique. Appeler les travailleurs à envoyer une délégation de solidarité ? Pure routine. Qui pourrait se

rendre à Anvers au milieu de la semaine ? Nous aurions pris la route avec un petit groupe. Nous avons plutôt conçu l'idée d'une carte postale adressée aux grévistes d'Opel. Au verso de la carte figurait un message de solidarité que les ouvriers de Volvo Gand pouvaient signer. Cette initiative a permis à des centaines d'ouvriers de faire quelque chose pour leurs collègues d'Anvers. Ils pouvaient signer eux-mêmes le message et le présenter à la signature à leurs collègues d'équipe, rassembler les cartes et les remettre à nos propagandistes à la porte de l'usine. Tôt le matin, nos militants ont encore fait une tournée pour remettre des cartes postales dans les boîtes aux lettres d'ouvriers avec une petite lettre les invitant à les diffuser dans l'usine. Des dizaines ont répondu à l'appel ! Ils ne se sont d'ailleurs pas limités à cette manifestation de solidarité. Suite à un incident avec un chef d'équipe et un cadre de la direction, ils se sont promptement mis en grève pour protester contre les cadences insupportables. La charge de travail est devenue telle dans l'ensemble du secteur automobile, que des actions de grève éclatent un peu partout.

Nous avons réuni plus de 300 cartes postales. Sur certaines, il y avait jusque douze signatures. Pas étonnant dans de telles conditions que nous ayons vendu de nombreux Solidaire avec des articles sur la grève d'Opel...»

## La fête du 1er mai se prépare à grands pas

### Les clés du succès : des mains et de sous

Riet Dhont

Au secrétariat qui prépare la fête du 1er Mai, la température devient tropicale. Les jours passent et... il y a encore tant à faire. Heureusement, nous pouvons compter sur beaucoup d'aide. Celle de Jean et de sa femme, par exemple. Ils

participeront à la fête pour la 22ème fois. Jean : «Le 1er mai, on peut voir le monde en miniature. Nous le disons toujours aux gens que nous voulons convaincre. Certains ne sont pas encore vraiment intéressés sur le plan politique, mais ils ont beaucoup d'amitié pour le parti, pour les

médecins du parti. Nous leur demandons de venir aider au restaurant. Le 1er mai, nous cuisons toujours des frites, parfois pendant des heures d'affilée. Pour partager ces heures, nous allons visiter différentes personnes, dans les jours à venir. Il y a encore d'autres petites tâches à répartir pour le restaurant. A Hoboken, nous avons tout un cercle de connaissances. Nous discutons des différentes tâches au restaurant et nous allons voir les gens. Il vaut mieux aller les trouver personnellement, plutôt que les contacter par téléphone. C'est ce que nous avons appris ces dernières années.»

### Un chèque de 10.000 francs

Il faut aussi de l'argent, beaucoup d'argent. Pour faire venir les hôtes étrangers à Bruxelles, nous avons besoin de 200.000 francs. C'est Françoise qui nous a apporté le premier chèque. «J'ai beaucoup de contacts avec des artistes, des gens de théâtre surtout, raconte-t-elle.



Jean. Cette année encore, il cuira des frites.



Françoise. Un collègue lui a remis un chèque de 10.000 francs.

autour du pot. Puis il m'a proposé : "10.000 francs, ça va ?" Et le chèque était sur la table. Pour qui ? Les possibilités ne manquent pas. Sa préférence ? Un invité du Moyen Orient. Le peuple palestinien est à la veille d'une nouvelle Intifada. Grâce à ce chèque, nous pourrions leur donner la parole le 1er mai. Merci.»

### Le 1er mai, c'est notre fête

A renvoyer au Secrétariat du 1er Mai, bd M.Lemonnier 171, 1000 Bruxelles. Tél. : 02/513.77.60.

Nom :

Adresse :

Code postal :

Commune :

Tél. :

Entreprise/Ecole/Université :

- commande .... ex. des cartes de prévente/soutien (100 F)  
 assurerait volontiers une tâche avant, pendant ou après la fête du 1er mai  
 veut prendre part aux frais de transport d'un hôte étranger et verse ..... F sur le compte 001-1151486-75 du fond de soutien PTB, avec la mention "Soutien 1er mai".



Envoyez vos lettres à Solidaire  
Bd. M.Lemonnier 171  
1000 Bruxelles.  
La rédaction se réserve le droit  
d'abréger les lettres.

## Livre passionnant sur l'ambiance politique en Flandre

Dans son interview sur "Les liaisons dangereuses d'Irma Lajasse... et de la Flandre" de Johan Anthierens (Solidaire n°13), Annelise Arcq met en garde les francophones contre l'idée que la collaboration aurait été un phénomène principalement flamand. C'est juste, bien sûr, mais ce n'est pas l'objet du livre. Celui-ci, que je viens de terminer, est important précisément pour ce qu'il nous apprend, à nous francophones de Belgique, sur la Flandre. Comment la Résistance, même de droite, a été confisquée et dénigrée, au profit de la droite et de l'extrême droite nationaliste. Sur le courage qu'il fallait, qu'il faut encore avoir, pour s'afficher comme antifasciste militant en Flandre. D'autre part, ce n'est pas dans le livre d'Anthierens, mais je pense qu'il faut bien conclure de l'histoire de ces enfants de résistants, méprisés toute leur vie, que c'est seulement sous la direction d'un parti communiste que leur lutte peut prendre tout son sens.

Dans la deuxième partie du livre, nous sommes plongés dans l'atmosphère lourde et puante d'après-guerre, créée par des apparatchiks du parti socialiste aux liaisons dangereuses avec les collaborateurs, notamment à Alost. C'est en quelque sorte une suite au film "Daens", où est montrée la faillite de la social-démocratie comme réponse au parti catholique de la fin du 19ème siècle. La scène où Théo Lefèvre, futur Premier ministre PSC, vient au secours du PSB, nous montre une nouvelle fois que les bourgeois se tiennent entre eux face au peuple. Qu'on pense à Louis Michel venant au secours de Laurette

Onkelinx. Un livre absolument passionnant, magnifiquement écrit, que je recommande chaudement à tous les lecteurs francophones de Solidaire, pour qu'ils apprennent dans quelle situation concrète doivent lutter leurs camarades du nord du pays.

Jean Michaux  
Bruxelles

## Le PTB dans les médias

Les médias essayent d'offrir aussi peu que possible d'attention au Parti du Travail de Belgique. Comme si ce parti n'existerait presque plus. Mais dès qu'il y a une lutte quelque part, ils peuvent difficilement maintenir ce silence. A cause de l'influence que le PTB y exerce. Pendant la grève à Opel Belgium à Anvers, la télévision régionale et même nationale a dû mentionner plusieurs fois l'impact des tracts du PTB. Vendredi 16 mars, VTM a interviewé Lydie Neufcourt, responsable PTB de Flandre Orientale. Elle a parlé d'une action réussie où plus de trois cents travailleurs de Volvo - Gand ont signé une carte de solidarité adressée aux collègues grévistes d'Opel Belgium. Dans leur reportage sur les interruptions de travail à Volvo aussi, plusieurs journaux ont signalé le rôle du PTB. Le "petit" PTB est grand dans la lutte à la base. Et c'est le seul moyen pour les travailleurs de changer quelque chose à leur sort.

R. W.  
Gand

## Espagne : attaque raciste des légionnaires

Un million ! C'est le montant actuel d'accidents de travail dénoncés en Espagne. Incroyable à première vue mais infiniment triste et révoltant. Secteurs les

plus touchés : les mines et la chimie. Les mineurs viennent d'enterrer déjà leur septième mort de cette année ! Pendant que la situation des ouvriers espagnols n'est guère rassurante, la presse ne commente pas ou très peu les scandales comme ceux-ci... A Mélilla, un soldat légionnaire a été tué par un soldat espagnol, un musulman. Durant une manifestation de trois cents légionnaires, ceux-ci ont pris comme cible un quartier musulman où ils ont pillé, cassé des vitrines, etc. Quelques jours plus tard, 125 légionnaires ont été arrêtés. La Légion espagnole est un corps à côté de l'armée régulière. Au contraire de l'armée, elle est formée de mercenaires professionnels, troupe d'élite pour tâches "spéciales". Ils ont par exemple été envoyés mater la résistance des ouvriers révolutionnaires des Asturies en 1934, ou réprimer les autochtones dans les guerres colonialistes africaines de l'Espagne. On dit qu'avec la même mentalité colonialiste et raciste, ils ont réalisé leur expédition punitive à Mélilla. Un documentaire de TVE 1 les montrait descendant sur Mélilla en chantant un hymne fasciste du temps de Franco. Beaucoup réclament leur retrait de cette région. C'est également la Légion qu'on a envoyé en Bosnie.

Une vidéo de propagande électorale d'Herri Batasuna (HB) a été interdite. Elle y cédait son temps de parole à l'ETA qui, évidemment masquée, expliquait son alternative de paix pour une solution politique du problème basque. Des dirigeants de HB qui l'ont montrée, sont emprisonnés. Entre temps, continue l'éternelle chanson de "l'Etat démocratique, où toutes les opinions peuvent être défendues..." Par contre, les "démocrates" ont suspendu toute procédure judiciaire contre les organisateurs des GAL, groupes de libération antiterroristes, organisés par l'Etat. Barrionuevo, inculpé dans cette affaire, peut se présenter comme un des candidats principaux du PSOE ! En plus, il est élu !

R. D. B.  
Cadix, Espagne

## Le Roi -Lion ne serait-il pas un raciste ?

Eduquer des enfants est une tâche à ne pas sous-estimer. Sur-tout si on veut le faire d'un autre point de vue que le point de vue capitaliste. Je veux éduquer le mieux possible mes fils de six et neuf ans. Leur fournir l'"antidote" nécessaire dans notre société capitaliste, cela s'accompagne souvent d'un soupir profond, d'un plongeon dans son fauteuil et d'un travail de réflexion bien nécessaire. Car 24 heures sur 24 la "propagande capitaliste" envahit vos enfants, à travers la télé, l'école, la publicité, les BD, sans oublier les desseins animés.

Pendant les congés de Noël, j'ai acheté le film "Le Roi-Lion". Nous l'avions déjà vu une fois au cinéma et nous en avons eu du plaisir, car à première vue c'est un film magnifique et émouvant. Mais si on le regarde mieux, il est affreux. Le roi lion chasse les hyènes du pays, parce qu'elles dépouillent toute la région. Il les exile vers une terre aride, où elles trouvent peu de nourriture. Ils arrivent à peine à survivre. Le frère du roi, qui aspire à devenir roi lui-même, s'allie aux hyènes. Ils tuent le roi et chassent son fils, le successeur du trône. Le frère du roi occupe le trône. En récompense, les hyènes peuvent revenir. Résultat : le royaume des lions, où vivent aussi d'autres animaux paisibles, est de nouveau dépouillé. Le prince royal, devenu adulte, revient. Il bat son oncle et devient lui-même roi. Il chasse les hyènes. Le soleil brille de nouveau sur le royaume, la population vit de nouveau dans l'opulence et tout le monde est heureux.

Selon moi, ce film n'est rien d'autre que de la propagande de droite. Le racisme et le fascisme y sont justifiés, car ce récit porte peut-être sur les Palestiniens à Gaza. Ou sur les immigrés dans notre pays : ils doivent être renvoyés d'où ils viennent parce qu'ils nous volent notre prospé-

rité, parce que ce sont eux les "hyènes". "Le roi" (des riches) assurera à son "propre peuple" la prospérité. Détail piquant : dans le film, en attaquant le roi, les hyènes marchent dans le même style que les soldats soviétiques.

N. M.  
Malines

## Mon respect pour Solidaire

J'ai l'honneur de vous écrire ma première lettre, dans laquelle je vous exprime mes sentiments de respect. C'est par hasard que j'ai lu pour la première fois votre journal très estimable. Vous savez que mon pays, l'Irak, souffre depuis cinq ans de l'embargo économique, culturel et militaire imposé par la république de "cowboy" (les Etats-Unis) et les autres forces du Mal qui persistent à redoubler la souffrance du peuple irakien et de ses enfants. A cause de ce maudit embargo, il est très difficile d'obtenir les journaux et les livres du monde. En vérité, les Irakiens ne manquent pas seulement de nourriture et de remèdes, ils manquent aussi de livres ! Pour moi il n'est pas difficile, en lisant votre journal, de remarquer les desseins droits et honorables pour lesquels le journal Solidaire lutte. J'ai lu les articles qui parlent de la misère du peuple irakien et qui défendent la cause irakienne légitime. Dans ce cadre, je vous promets de traduire les articles de Solidaire concernant l'Irak et son peuple et de les faire publier, dès qu'il me sera possible, dans les journaux irakiens.

Je profite de cette occasion pour saluer le PTB, ses membres et son journal Solidaire. Je vous prie de continuer vos efforts honorables consacrés à révéler la souffrance du peuple irakien, de sorte que le monde tout entier soit informé sur cette souffrance.

R. K  
Bagdad, Irak

## PARTI du TRAVAIL de BELGIQUE

Le PTB est un parti unifié, rassemblant des travailleurs belges et immigrés, en Wallonie, à Bruxelles et en Flandre. Il lutte contre le capitalisme et l'impérialisme et intègre la science générale du marxisme-léninisme dans sa pratique concrète, pour définir sa stratégie de la révolution socialiste en Belgique.

**Contre qui le PTB se bat-il ?** Le PTB combat le grand capital : banques, holdings, multinationales. Les moyens de production sont leur propriété privée et la société est régie selon leur soif de profit. Ils sont la cause de l'exploitation, de la misère et de la montée du fascisme. Le PTB combat l'appareil d'Etat capitaliste qui garantit la dictature du capital contre le travail. Cet Etat transfère aux capitalistes des milliards puisés dans les poches des travailleurs. Sa gendarmerie est la milice privée du patronat.

**Que veut le PTB ?** Le PTB veut l'expropriation sans indemnisation des grands capitalistes : leurs moyens de production doivent devenir la propriété collective des travailleurs. L'économie doit être planifiée suivant les besoins de la population travailleuse. Le PTB veut la destruction de l'appareil d'Etat capitaliste et la constitution d'un Etat socialiste, prenant appui sur les masses travailleuses.

**Le tiers monde.** Les puissances impérialistes ont amassé une gran-

de partie de leurs richesses en pillant le tiers monde. Le PTB soutient les mouvements révolutionnaires qui se battent pour l'indépendance, la démocratie populaire et le socialisme.

**L'impérialisme c'est la guerre.** La concurrence entre les Etats Unis, le Japon et l'Europe s'accroît. L'Allemagne rêve d'un quatrième Reich : elle renforce son hégémonie au sein de l'Union européenne. Les puissances impérialistes s'unissent pour opprimer le tiers monde. Ils y mènent des agressions militaires sous le couvert du "droit d'ingérence". En Europe de l'Est aussi, les interventions militaires sont appelées à se multiplier. Le PTB dit non à l'impérialisme européen, non à l'Europe allemande.

**L'expérience historique du socialisme.** Le PTB s'inspire de l'expérience historique du mouvement communiste international : la révolution d'Octobre en Russie, dirigée par Lénine ; la construction du socialisme sous la direction de

Staline ; la révolution chinoise dirigée par Mao, qui a ouvert la voie socialiste dans le tiers monde. Depuis Krouchtchev, le révisionnisme a miné petit à petit la base socialiste de l'URSS. Il a liquidé les principes fondamentaux du pouvoir de la classe ouvrière. L'économie soviétique s'est effondrée ; le parti s'est coupé des masses. La restauration du capitalisme sauvage en ex-URSS a été l'aboutissement de cette politique révisionniste.

**Le mouvement communiste.** Le PTB se prononce pour l'unité du mouvement communiste international sur la base du marxisme-léninisme et de l'internationalisme prolétarien. Les travailleurs du monde entier ne forment qu'une seule classe. Ils doivent s'unir contre l'impérialisme et le capitalisme.

**Fonds de soutien.**  
001-1151486-75, PTB-Bruxelles

## Adresses de contact

**Secrétariat national.** Bd Lemonnier 171, 1000 Bruxelles (02)513 77 60 fax: (02)513 98 31 • **Secrétariat national Rebelle.** Bd M. Lemonnier 171, boîte 11, 1000 Bruxelles (02)513 10 95 • **Anvers.** Van Arteveldestraat 5, 2060 Antwerpen (03)225 28 93 • **Bruges.** Ezelsstraat 36, 8000 Brugge (050)33 42 07 • **Bruxelles.** Bd M. Lemonnier 171 bte 2, 1000 Bruxelles (02)513 77 60 • **Charleroi.** 21 rue Zénobe Gramme, 6000 Charleroi (071)32 45 65 • **Courtrai.** Sint Denijsstraat 78, 8500 Kortrijk (056)21 75 30 • **Deurne.** St-Rochusstraat 59, 2100 Deurne (03)322 30 27 • **Gand.** Zondernaamstraat 50, 9000 Gent1 (09)224 39 01 • **Genk.** Keinkesstraat 5, bus 12, 3600 Genk (089)36 28 90 • **Hasselt.** Waterleliestraat 32, 3500 Hasselt, (011)21 03 11 • **Herstal.** Avenue Ferrer 26, 4040 Herstal (041)64 73 33 • **Hoboken.** Oudestraat 34, 2660 Hoboken (03)828 02 43 • **Liège.** Chaussée des Prés 19, 4020 Liège (041)43 97 00 • **Louvain.** Kapucijnenvoer 139, 3000 Louvain (016)22 06 83 • **Malines.** Hanswyckstraat 64, 2800 Mechelen (015)42 06 66 • **Mons.** Rue de la Mottelette 18, 7033 Cuesmes (065)31 85 08 • **Namur.** Chaussée de Louvain 584, 5020 Champion (081)20 03 42 • **St-Niklaas.** Moerlandstraat 7, 9100 St-Niklaas (03)777 15 88 • **Schaerbeek.** La Clé Chaussée de Haecht 276, 1030 Bruxelles (02)245 98 50 • **Seraing.** Rue C. Lemonnier 112, 4100 Seraing (041)37 70 41 • **Turnhout.** Patrijzenstraat 22, 2440 Geel (014)58 67 24 • **Vilvorde.** Spiegelstraat 15, 1800 Vilvorde (02)251 88 69 • **Zelzate.** Groenplein 19, 9060 Zelzate. (09)344 92 44

## solidaire

171 bd Lemonnier, 1000 Bruxelles  
☎ (02)513 66 26 • Fax: (02)513 98 31 - EMail : solidaire@gn.apc.org

Rédacteur en chef: Kris Merckx

Editeur responsable: Marie-Rose Eligius

Tarifs des abonnements:	1 an	6 mois	3 mois
Belgique:	1600 FB	850 FB	425 FB
Etudiant, chômeur, +60 ans*	1200 FB	650 FB	325 FB
Soutien	3000 FB	1500 FB	750 FB
Europe:	1950 FB	1000 FB	550 FB
	340 FF	175 FF	95 FF
Sous enveloppe:	+200 FB	+100 FB	+50 FB
	+36 FF	+18 FF	+9 FF
Autres:	2750 FB	1400 FB	750 FB
	475 FF	240 FF	130 FF

Belgique: compte en banque 001-0728997-21

Etranger: compte chèque postal: 000-1666959-14

\* Joindre carte d'étudiant, de chômeur ou pièce d'identité.

## Abonnement à l'essai gratuit

Découpez ce bon et envoyez-le à  
Solidaire-Promotion, 171 bd Lemonnier, 1000 Bruxelles

Nom et prénom: \_\_\_\_\_

Adresse: \_\_\_\_\_

Code postal: \_\_\_\_\_ Commune: \_\_\_\_\_

Age: \_\_\_\_\_ Entreprise/Ecole: \_\_\_\_\_

- Envoyez-moi 5 numéros gratuitement et sans engagement.  
 Je désire m'abonner. Envoyez-moi les formulaires nécessaires.

## Un conseiller Vlaams Blok accusé dans le casse d'un Bancontact

Steven Vollebergh, conseiller communal Vlaams Blok à Rumst (Anvers) et employé au secrétariat national de son parti, a été arrêté à la mi-janvier dans le cadre de la destruction d'un Bancontact. (De Morgen, 23 mars).

C'est la première fois qu'un distributeur de billet est saccagé en Belgique. Vollebergh a pu commettre un tel forfait, parce qu'il a travaillé pour la société de surveillance GMIC. Lors d'une perquisition, le parquet a découvert à son domicile un appareil radio appartenant à GMIC qui lui a servi à écouter les transporteurs de fonds. Il a aussi bénéficié de l'aide de deux complices encore à GMIC.

Sur ces entrefaites, on a aussi appris que le responsable de la propagande du Blok, Xavier Buisseret, est suspecté de faits de moeurs avec des mineurs. Buisseret a déjà attaqué à plusieurs reprises des immigrés et des antiracistes. D'autres Blokkes (pensez à Verreycken qui a agressé Kris Merckx) ne sont pas en reste. Ce parti qui plaide pour une "approche sévère de la criminalité" compte dans ses rangs les plus grands criminels. Le dessinateur GAL a eu bien raison, il y a quelques semaines, de traiter les Vlaams Blokkes de racaille.

## Des supporters du Beerschot attaquent des immigrés

Quelques supporters du club de football de Beerschot ont attaqué deux immigrés d'origine marocaine et endommagé quelques voitures à la mi-mars, à Anvers. Les faits se sont produits à 23h30, après une défaite de Beerschot face à Mouscron, sur son propre terrain.

Pour calmer leur colère, ces supporters sont allés à la "chasse aux Marocains"... Ce n'est pas la première fois que certains supporters du Beerschot s'en prennent à des immigrés après une défaite. Une des deux personnes agressées souffre de blessures à la tête. La police n'a pas retrouvé les responsables.

## Le racisme enseigné dans les écoles Steiner

Une vingtaine d'écoles en Belgique, surtout en Flandre, enseignent les idées de Rudolf Steiner, l'anthroposophie. Il s'agit d'une philosophie idéaliste et réactionnaire.

Une polémique anime les anthroposophes sur le racisme de Steiner. Certains considèrent sa théorie des "races" comme un écart et tentent d'en débarrasser l'anthroposophie. Vaine tentative, cette théorie raciste et antiscientifique est étroitement liée au reste de la philosophie de Steiner.

Steiner invoque diverses sortes d'anges pour expliquer l'existence des caractéristiques des peuples et races, vivant chacune dans leur territoire géographique adéquat. C'est une variante de l'idéologie du sang et du sol. Au cours de l'histoire, ces anges auraient noué une alliance avec les hommes d'une région, leur donnant une identité particulière.

D'autres esprits assureraient l'identité de la race. La race noire est, selon Steiner, déterminée par les caractéristiques psychiques de l'enfant de zéro à sept ans, la race asiatique par les caractéristiques de la jeunesse (fonctions du sentiment et de la mémoire), la race blanche se situe dans la phase de réflexion de l'histoire du développement de l'être humain. (NRC-Handelsblad, 13 mars). Cette théorie des "races" serait encore enseignée dans certaines écoles.

# «Traités comme du bétail à l'abattoir»

Chantal, réfugiée zairoise, menacée par Vande Lanotte

**Chantal Mputu est zairoise. Elle a dû fuir son pays. A la journée des femmes du 9 mars, elle a raconté son histoire, qui a ému toute l'assemblée.**

Alexandra K.

Chantal Mputu a encore la gorge serrée lorsqu'elle parle du Zaïre. Quand elle avait trois ans, des militaires ont arrêté son père. Plus tard, elle s'est engagée dans la politique, militant parmi les femmes. En 1992, ses enfants ont été enlevés deux fois. Son mari a disparu. Chantal a dû fuir. Depuis trois ans, elle réside en Belgique. Elle n'a pas encore été reconnue comme réfugiée et peut être expulsée ainsi que ses enfants.

Elle a témoigné à la journée des femmes, organisée par Marianne, organisation des femmes du PTB. «Je suis arrivée avec deux de mes trois enfants, sans famille, sans mari. Personne ne m'a accueillie. Dans l'avion, je me sentais soulagée, mais je ne savais pas ce qui m'attendait. Les problèmes ont commencé à l'Office des étrangers où j'ai déclaré que j'étais réfugiée. On a dû se mettre en file, on nous a donné un numéro, comme du bétail à l'abattoir. Des policiers ont pris des photos et nos empreintes digitales, comme si nous étions des criminels. Tout cela sans explication. Ensuite, on m'a conduite devant des juristes et j'ai été assaillie de



Prestation d'un groupe de femmes zairoises à la journée des Femmes au Centre International à Bruxelles.

questions. Les interrogatoires étaient très rapides. J'avais à peine le temps de répondre. C'est ainsi qu'on accueille les gens en Belgique. L'après-midi, on m'a communiqué que j'avais cinq jours pour quitter le pays. J'avais absolument besoin d'un avocat. Comment en trouver un ? Je n'avais que trois jours pour introduire un recours. Des réfugiés m'ont fourni l'adresse d'un avocat qui a introduit mon recours.

En Belgique, je ne connaissais personne. Pourtant il fallait que je trouve un logement pour organiser ma vie et celle de mes enfants. Les propriétaires me demandaient si je ne cherchais

pas plutôt un bordel ! J'ai fini par trouver un taudis que je payais au prix fort. A l'école, les enfants ont rencontré du racisme. Chaque jour, je devais les convaincre d'y retourner.»

### Vande Lanotte : expulsez Chantal !

«Depuis trois ans, je me répète tous les jours : "Tout s'arrangera". On dit que la Belgique est le pays des droits de l'homme. Pourtant, je dois me battre jour après jour, pour défendre mes droits, survivre, vivre dignement.»

La fin du tunnel n'est pas encore en vue pour Chantal. Si

le ministre de l'Intérieur parvient à faire adopter sa loi, son calvaire et celui de nombreux autres réfugiés ne fera qu'empirer. Si Chantal arrive en fin de procédure sans obtenir le statut de réfugiée, on pourra l'enfermer pour une durée indéterminée. Elle sera contrainte de retourner au pays qu'elle a dû fuir.

Elle n'aura plus droit à une aide financière, ni pour elle, ni pour ses enfants. Les nouveaux réfugiés seront placés dans des centres fermés, d'où il seront immédiatement rapatriés. La politique de Vande Lanotte n'a plus rien d'humain. Pour Chantal et les autres réfugiés, il faut que ce projet de loi soit retiré.

## Paris : une église envahie par les CRS

300 Africains sans papiers brutalisés et arrêtés

Norbert Van Overloop

117 hommes, 77 femmes et cent enfants, tous originaires d'Afrique, occupaient pacifiquement l'église Saint Ambroise à Paris. Ces personnes attendent depuis des années leur régularisation, leurs papiers. Une femme raconte : «Nous (les femmes) avons rejoint nos maris qui ont des papiers, nos enfants sont nés ici, ils sont Français, et on refuse de régulariser notre situation. Nous demandons simplement que la loi soit appliquée.» (1) Les CRS, les gendarmes français, ont vidé l'église le 22 mars dernier. Des hommes, des femmes et des petits enfants ont été brutalement arrachés à leur sommeil.

Moussa raconte : «Ils sont entrés en même temps par les trois portes. Ils étaient au moins une centaine avec des matraques.» (2) Une femme enceinte de huit mois a été bousculée par les CRS. Un enfant de cinq mois a été blessé par un CRS, sa tête a heurté un pilier de l'église lors de l'assaut. Mais ce n'était qu'un préliminaire. Les immigrés ont trouvé un nouveau refuge dans un gymnase de la mairie de Paris. Le même scénario s'y est reproduit. Évacuation générale. Le quartier a été bouclé hermétiquement. Un millier de policiers ont été engagés dans l'opération. Des journalistes et une bonne centaine de militants anti-racistes étaient tenus à

distance. Tous les immigrés ont été transférés vers des centres de rétention. 63 Africains ont reçu l'ordre de quitter la France. Beaucoup, notamment dans les milieux catholiques, s'indignent de ces faits et de la violation d'une église par les CRS. «Quand je vois ça, j'ai honte. La réponse du gouvernement, c'est la répression», témoigne Monseigneur Gaillot (2) Un groupe de prêtres-ouvriers de Colombes (Hauts-de-Seine) ajoute : «Comme Jacques Gaillot et l'abbé Pierre, nous avons honte du visage ainsi donné par une Église qui se compromet avec le pouvoir pour faire chasser du temple ceux qui ne faisaient pas commerce mais venaient défen-

dre leur dignité d'hommes et de femmes immigrés.» (3) Henri Malberg, chef du groupe communiste au conseil communal de Paris, témoigne de l'indignation des militants du PCF : «Ces femmes et ces hommes ne sont pas des clandestins. Ils vivent ici depuis des années. Ils ont un conjoint ou des enfants français et sont victimes du refus des préfetures de régulariser leur situation... Il est injuste et dangereux pour la société, pour son avenir, de faire des immigrés des boucs émissaires de la mal-vie, au lieu de s'attaquer à ses véritables causes.» (3).

1. L'Humanité, 23.3.1996. 2. Le Monde, 23.03.1996. 3. L'Humanité 25.3.1996.